



Assemblée générale

Cinquante-quatrième session

36^e séance plénière

Mercredi 20 octobre 1999, à 15 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Gurirab (Namibie)

*En l'absence du Président, M. Jayanama (Thaïlande),
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 11 de l'ordre du jour (suite)

Rapport du Conseil de sécurité (A/54/2)

M. Hasmy (Malaisie) (*parle en anglais*): Je voudrais remercier le Président du Conseil de sécurité, l'Ambassadeur Sergey Lavrov de la Fédération de Russie, de sa présentation brève et équilibrée du rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale cette année. Ma délégation estime que l'examen de ce rapport par l'Assemblée donnera la possibilité à l'ensemble des Membres de l'Organisation d'examiner les faits concernant la paix et la sécurité internationales et d'évaluer les travaux du Conseil au cours de la période couverte par le rapport.

Ma délégation se félicite de l'évolution positive des activités du Conseil qui témoignent d'une grande transparence. Parmi ces activités il convient de mentionner les réunions d'information régulières et parfois quotidiennes de la présidence auxquelles participent un nombre croissant d'États non membres et la fréquence accrue de séances et de réunions d'information publiques également ouvertes à ces États. D'autre part, le Conseil semble plus disposé à organiser des débats sur des thèmes plus larges; ce qui permet de renforcer la capacité du Conseil de faire face aux

défis qui constituent actuellement une menace pour la paix et la sécurité. Ces débats portent notamment sur la protection des civils en période de conflit armé et sur la protection des activités d'assistance humanitaire aux réfugiés et autres personnes touchées par un conflit. Il va sans dire que l'amélioration de la transparence dans les travaux du Conseil a renforcé sa crédibilité aux yeux de l'ensemble des Membres de l'ONU.

Des discussions sérieuses ont été engagées au sein du Conseil et du Groupe à composition non limitée chargé de réformer et de restructurer le Conseil de sécurité, sur la nécessité d'améliorer encore l'efficacité des travaux du Conseil. Ces discussions ont été en particulier axées sur la nécessité d'améliorer le processus de consultations entre le Conseil et les États directement impliqués dans certaines questions dont le Conseil est saisi, ainsi qu'avec d'autres parties concernées. À l'évidence, l'amélioration du processus de consultations servirait deux objectifs importants; d'une part, le Conseil pourrait ainsi recevoir des informations vitales et d'autre part, il pourrait bénéficier des apports des parties concernées et il pourrait faire connaître à ces parties son point de vue et sa position. Ces interactions et ces échanges contribueraient sans aucun doute à améliorer le processus de prise de décisions au sein du Conseil.

Ma délégation et la plupart, sinon tous les membres élus du Conseil, sont fermement convaincus qu'il est nécessaire que le Conseil obtienne des informations directes de la part des parties concernées en les faisant notamment

participer à ses délibérations. Ma délégation appuie les efforts visant à élargir les consultations officielles du Conseil, au cours desquelles s'effectue une bonne partie de ses travaux, pour permettre aux représentants d'États concernés qui ne sont pas membres du Conseil d'y participer. La présence de ministres et d'autres hauts représentants des parties concernées à ces consultations officielles, contrairement au cadre plus informel de la «formule Arria», enrichirait le processus de consultations et de prise de décisions du Conseil. Même si elles ne sauraient remplacer le mécanisme de consultations bilatérales entre les États et les membres du Conseil, qui a sa propre raison d'être, ces réunions entre les membres du Conseil et les États concernés non membres du Conseil dans le cadre de consultations officielles offriraient un moyen direct de communication et de dialogue sur les questions importantes qui sont examinées par le Conseil.

En ce qui concerne la «formule Arria», ma délégation voudrait que ce mécanisme pratique et utile soit appliqué conformément à l'idée d'origine, c'est-à-dire pour faciliter précisément un échange de vues informel entre les membres du Conseil et des personnes, organisations ou institutions sur des questions dont le Conseil est saisi. Le Représentant permanent du Venezuela, dans les lettres qu'il a envoyées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité le 15 mars 1999, a clairement indiqué la raison d'être et l'objet de la «formule Arria», ainsi appelée du nom de l'un de ses prédécesseurs, dont l'objet était d'obtenir

«des observations directes des personnes, organisations ou institutions qui ... pouvaient aider à mieux faire comprendre la nature de la situation à l'examen».
(A/53/865)

Cela montre clairement que cette formule ne visait pas à recevoir les représentants d'États souverains qui sont Membres de plein droit de l'Organisation dans une salle autre que la salle du Conseil.

Outre le fait qu'une telle formule permettrait à un plus grand nombre d'États de participer au processus de consultations officielles du Conseil, ma délégation est également favorable à une utilisation plus fréquente du mécanisme dit des «séances à huis clos» du Conseil, lorsque les membres du Conseil se réunissent en séances privées dans la salle du Conseil pour avoir un échange de vues avec les représentants des États concernés.

Nous estimons qu'il s'agit là de propositions constructives qui permettraient d'élargir la participation au processus de consultations du Conseil. L'adoption de telles propositions contribuerait non seulement à rendre le Conseil plus

transparent et plus accessible à un plus grand nombre de Membres de l'ONU mais elle permettrait également d'améliorer le processus de prise de décisions de cet organe qui doit examiner des questions complexes et difficiles constituant une menace pour la paix et la sécurité internationales.

Ma délégation, comme celles de plusieurs autres Membres de l'ONU, est préoccupée par le fait que le Conseil se trouve paralysé face à certaines questions importantes. Dans de telles situations, le Conseil perd sa crédibilité et son efficacité d'action; ce qui est lourd de conséquences pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. C'est également un sujet de préoccupation pour le Secrétaire général qui, dans la déclaration qu'il a prononcée à l'ouverture de la présente session de l'Assemblée générale, a évoqué ce problème dans le contexte du concept intéressant mais controversé d'intervention humanitaire qui a suscité diverses réactions parmi les États membres et qui fera très certainement l'objet de nouveaux débats dans les semaines et les mois à venir. Nous avons fait quelques remarques préliminaires au sujet de ce nouveau concept que nous entendons aborder de manière plus détaillée au moment voulu.

On ne peut nier que l'impasse et la paralysie, au Conseil, tiennent en grande partie à un aspect précis du processus de décision : le recours ou la menace de recours au veto, cette arme toute puissante des membres permanents. Cela a été crucial dans l'inaction du Conseil face au génocide au Rwanda et à la tragédie du Kosovo, qui ont conduit à un recours à la force sans l'autorisation du Conseil. À l'évidence, la question du veto devra faire l'objet d'un examen sérieux de la part des Membres de l'Organisation, dont les membres permanents du Conseil eux-mêmes, et il faudra trouver des moyens de le circonscrire ou du moins de mieux le gérer, si le Conseil veut fonctionner efficacement pour éviter à l'avenir d'autres Rwanda et d'autres Kosovo.

Se contenter d'invoquer les droits consacrés dans la Charte à l'appui du droit de veto ne nous avance guère puisque la Charte prévoit non seulement des droits, mais aussi des obligations et des responsabilités. Il est à espérer que l'on pourra trouver un moyen novateur de gérer le droit de veto dans le contexte actuel, avec l'appui des membres permanents, ce qui est dans leur intérêt bien compris, comme dans l'intérêt de la communauté internationale tout entière. Face aux nombreux défis complexes qui attendent le Conseil, la question de son efficacité devra être abordée d'urgence si nous voulons éviter une crise aux proportions ingérables au sein du Conseil.

Une autre source de préoccupation pour ma délégation est liée aux sanctions. S'il s'agit d'un instrument coercitif reconnu et prévu dans la Charte comme un dernier recours lorsque tous les moyens pacifiques ont échoué, les sanctions ne doivent cependant être imposées qu'après une analyse soigneuse de leurs répercussions probables, de façon à s'assurer qu'elles n'ont l'effet recherché que sur la cible ou les cibles des sanctions et non sur la population. Ma délégation appuie les discussions en cours au niveau du Conseil en vue d'examiner des moyens efficaces de mise en oeuvre et de gestion des régimes de sanctions actuels, qui serviraient aussi utilement de directives pour les régimes de sanctions que le Conseil déciderait d'imposer à l'avenir, en cas d'absolue nécessité.

Ma délégation est particulièrement préoccupée par les effets délétères des sanctions globales, comme celles imposées à l'Iraq, qui ont de très graves conséquences humanitaires sur les Iraquiens ordinaires. Nous avons dit à plusieurs reprises que la communauté internationale et l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, ont une lourde responsabilité à assumer pour ce qui est d'alléger les souffrances du peuple iraquien, dans leur examen des importantes questions liées à la paix et à la sécurité dans la région et des autres questions importantes non encore réglées relatives à la guerre du Golfe. Nous considérons important et nécessaire que l'on écoute aussi ce qu'ont à dire les pays touchés par les sanctions. Nous encourageons les présidents des comités des sanctions à se rendre dans les pays ciblés pour évaluer, quand c'est indiqué, la situation sur le terrain. Nous exhortons également le Conseil à lever officiellement les sanctions dès qu'elles ne sont plus nécessaires ou requises juridiquement, comme c'est par exemple le cas pour la Libye. Comme toute arme puissante, les sanctions sont à manier avec grande circonspection afin d'éviter d'infliger des dommages à des cibles imprévues ce qui, hélas, se produit fréquemment.

Sur la question du maintien de la paix, il est clair que l'Organisation a tiré un énorme bénéfice de l'expérience et des enseignements des missions passées. En tant que pays fournisseur de contingents, la Malaisie se félicite de l'interaction accrue et régulière avec le Conseil dans le cadre des missions de maintien de la paix auxquelles nous prenons part. Cela contribue à améliorer la coordination et la prise de décision au niveau du déploiement de personnel et des questions connexes. Une question qui continue de nous préoccuper depuis des années, cependant, est liée aux retards de remboursement des dépenses de maintien de la paix. Si la situation ne s'améliore pas dans un avenir proche, cela aura certainement des conséquences sur la capacité et la volonté des pays en développement de fournir des

contingents aux futures missions de maintien de la paix de l'ONU.

Il est tout aussi important que la mise en place des missions de maintien de la paix suive rapidement, dans les situations de crises, la fixation de leur mandat par le Conseil. À cet égard, certains s'inquiètent de ce que les délibérations du Conseil souffrent parfois de l'étroitesse et de la vision à court terme des approches budgétaires. Cela pourrait involontairement contribuer à affaiblir l'autorité du Conseil voire celle du Secrétaire général dans la planification et la mise en oeuvre de ce genre d'opérations. Cela risque de passer, auprès des parties concernées, pour un manque d'intérêt véritable de la part du Conseil et pour un exemple de partialité du Conseil dans sa réponse aux diverses situations de conflit. Étant donné que le Conseil examine un certain nombre d'opérations de maintien de la paix en Afrique, il importe de se pencher sur cette question pour dissiper ce genre de perceptions.

Le rôle central et déterminant du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales est clairement exposé dans la Charte des Nations Unies. Toutefois, l'appui constant de la communauté internationale au cours de ce travail est fondamental pour assurer la légitimité des décisions du Conseil aux yeux du reste des Membres de l'Organisation qui ne sont pas au courant des délibérations du Conseil. Ma délégation se félicite donc particulièrement de la publication de ce rapport, qui permet de mieux comprendre et, par là, de mieux soutenir, les travaux du Conseil, tout en étant l'occasion de connaître les réactions des États Membres. L'amélioration des méthodes de travail du Conseil étant un processus continu, ma délégation espère constater une amélioration dans le compte rendu des travaux du Conseil à l'Assemblée générale, y compris, quand c'est possible, la présentation de rapports spéciaux, comme cela est prévu dans la Charte.

Pour terminer, ma délégation adresse ses plus chaleureuses félicitations aux cinq membres non permanents du Conseil nouvellement élus. Nous nous réjouissons par avance de travailler en étroite collaboration avec eux lorsqu'ils siégeront au Conseil l'année prochaine.

M. Hachani (Tunisie) : L'Assemblée générale examine à nouveau le rapport du Conseil de sécurité, qui lui est présenté conformément au paragraphe 3 de l'Article 24, et au paragraphe 1 de l'Article 15 de la Charte. Nous remercions le Conseil et son Président de ce rapport.

Ma délégation a eu l'occasion, lors de l'examen du rapport du Conseil de sécurité de l'année dernière, de

relever avec intérêt les améliorations introduites, et en particulier l'inclusion d'informations concernant les travaux des organes subsidiaires du Conseil, y compris le Comité des sanctions, l'introduction d'informations se rapportant à la documentation, aux Comités des sanctions et aux méthodes de travail du Conseil. Ma délégation avait également eu l'opportunité d'exprimer son appréciation de la nouvelle mesure adoptée par le Conseil et consistant à publier, en additif au rapport, de brefs exposés sur les travaux du Conseil, établis par ses anciens présidents, exposés qui, même s'ils ne reflètent pas l'opinion du Conseil, ont le mérite de livrer un «plus» en matière d'informations sur le contenu des travaux du Conseil, en particulier en ce qui concerne les séances privées et les déclarations faites à la presse. Les États Membres ont maintenant une idée un peu plus claire des travaux de cet important organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

En dépit de ces améliorations introduites au rapport du Conseil, ce document reste à notre avis un document à la conception générale insuffisamment analytique et informative, en particulier sur les délibérations et consultations qui se tiennent dans le cadre des séances informelles qui ne sont pas ouvertes aux Membres de l'ONU. Mon pays estime que pour qu'il soit un véritable outil au service d'une interaction positive entre les deux principaux organes de l'ONU que sont le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, le rapport gagnerait à analyser davantage les travaux de cet organe sur l'ensemble des questions dont il est saisi afin qu'il soit un reflet de la transparence recherchée.

Ma délégation espère que le Conseil de sécurité poursuivra l'examen des moyens d'améliorer ses méthodes de travail et sa procédure, y compris par la présentation des rapports spéciaux visés au paragraphe 3 de l'Article 24 de la Charte.

Ma délégation s'attache au renforcement de la transparence des travaux du Conseil et c'est dans ce sens qu'elle oeuvrera à l'intérieur du Conseil, où elle siègera à partir de janvier 2000, en tant que membre non permanent. Par ailleurs, ma délégation espère que les discussions au sein du Groupe de travail de l'Assemblée générale sur l'élargissement du Conseil et sur l'amélioration de ses méthodes de travail aboutiront le plus tôt possible afin de consolider la représentativité du Conseil.

L'examen du rapport montre la place importante qu'occupent les questions africaines dans l'ordre du jour du Conseil, en particulier les discussions qui ont lieu sur le rapport présenté par le Secrétaire général sur les causes des conflits en Afrique ainsi que les travaux du Conseil relatifs

à la situation dans un certain nombre de pays africains. Nous souhaitons souligner l'intérêt qui devrait être accordé à l'amélioration des capacités de l'Afrique dans le domaine du maintien de la paix, en coordination entre l'Organisation de l'unité africaine et l'ONU.

Le nouveau rapport du Conseil de sécurité montre également l'importance continue que revêtent les opérations de maintien de la paix. Ce qui appelle l'amélioration et l'affinement constants des capacités de l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix, y compris une mise en oeuvre intégrale des arrangements des forces en attente de l'ONU, auxquels mon pays a eu l'honneur d'adhérer en juin 1999, mettant ainsi des moyens à la disposition de l'Organisation.

Concernant les questions d'ordre général qui ne sont pas relatives à un pays où à un conflit donné — à savoir, domaine humanitaire, protection des civils durant les conflits, protection des enfants, terrorisme international, etc. — ma délégation souligne l'importance du maintien d'un dialogue interactif entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale d'une part, et le respect des mandats et prérogatives respectifs de chacun des principaux organes de l'ONU.

Avant de terminer, je voudrais évoquer rapidement la question des sanctions imposées par le Conseil de sécurité en tant que l'un des instruments pour le maintien de la paix et la sécurité internationales. À ce sujet, je voudrais réitérer ici l'intérêt que nous accordons à un certain nombre de paramètres généralement reconnus par la communauté internationale et qui, à notre avis, devraient être constamment pris en compte lors de l'imposition des mesures de sanctions, à savoir notamment : l'usage de ces mesures en tant que dernier recours, la limitation de leur ampleur et de leur durée dans le temps, l'allègement de leur impact sur les populations civiles et enfin, la prise en charge des intérêts des pays tiers, conformément à l'Article 50 de la Charte.

M. Kastrup (Allemagne) (*parle en anglais*) : Le Conseil de sécurité présente son rapport annuel pour la cinquante-quatrième fois. Ce long document détaillé témoigne des nombreuses activités menées par le Conseil au cours de la période faisant l'objet de cet examen. Le rapport reflète l'énorme charge de travail qui a encore augmenté par rapport à l'année dernière. Tous les membres du Conseil de sécurité méritent notre respect et notre gratitude pour avoir porté ce fardeau sur leurs épaules, en accomplissant les devoirs qui leur sont attribués en tant qu'États Membres, conformément à la Charte des Nations Unies. Il est bon de rappeler à ce stade que le Conseil de sécurité, en assumant

ses devoirs, agit en fait en notre nom, nous les États Membres.

Selon les statistiques, les réunions à huis clos ont tendance à augmenter. Des consultations officieuses ont eu lieu deux fois plus souvent que des débats publics. Une telle évolution mérite à notre avis une attention toute particulière. On peut comprendre les raisons pour lesquelles le Conseil doit parfois se réunir dans la confidence pour permettre des discussions larges et approfondies. Je voudrais également voir, de la part des membres du Conseil, précisément une volonté de coopérer avec les États non membres et de leur donner des informations.

Cependant, il se pose une question essentielle, celle de savoir comment faire participer les parties concernées avant les consultations mêmes et comment faire en sorte que les tierces parties tiers ayant des intérêts vitaux participent à des séances officieuses du Conseil de sécurité. Je voudrais à cet égard, souligner le travail très louable du Groupe de travail officieux du Conseil chargé d'examiner la documentation et d'autres questions de procédure. Ces efforts pour améliorer les méthodes de travail du Conseil complètent les délibérations en cours sur les questions relevant du Groupe II, au sein du Groupe de travail à composition non limitée sur la réforme du Conseil de sécurité, et on devrait beaucoup les encourager.

Cela amène, il faut l'admettre, à se poser des questions difficiles. Par exemple, comment peut-on trouver des procédures pratiques qui tiennent compte du besoin des parties concernées d'être informées d'une part et d'autre part, du besoin occasionnel du Conseil de se réunir confidentiellement? Quel genre de procédure serait suffisamment souple pour être utilisée dans certains cas particuliers et qui n'apparaîtrait pas comme arbitraire aux yeux de certains?

Cependant, la question de l'accès aux réunions du Conseil ne devrait pas être considérée seulement sous son aspect réglementaire ou légal. Plus la base des délibérations du conseil est large — c'est-à-dire, plus les pays ayant une juste cause à faire valoir ou dont les intérêts vitaux sont en jeu participeront aux discussions — plus on pourra faire admettre comme démocratiques les décisions et les résolutions du Conseil, dans un monde où les conflits sont de plus en plus nombreux.

Le Conseil devrait plus exactement songer à adopter de façon pragmatique, plus de procédures transparentes, et décider, dans la mesure du possible d'adopter un format

plus ouvert. Et l'important est que point n'est besoin d'amender ou de changer un seul article de la Charte. Comme nous le savons tous, le Conseil de sécurité décide seul de sa propre procédure. Ce qui veut dire que cela revient à une question de volonté politique.

Il vaut la peine de rappeler que la réforme ne se résume pas à des papiers et à des statistiques. Un ouvrage de référence comportant des statistiques et des documents serait tout à fait utile pour des raisons d'ordre technique. Il serait une sorte de compte rendu que le Conseil de sécurité fait à l'Assemblée générale. Toutefois, il ne suffit pas de simplement présenter un rapport industriel et laborieux sur les activités du Conseil. Il n'y figure malheureusement aucune mention des problèmes auxquels le Conseil est confronté, et encore moins des difficultés qu'il rencontre pour les surmonter.

Les crises et les conflits dans le monde n'ont pas diminué. Dans son rapport de cette année sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général décrit notamment les nombreuses questions et les nombreux problèmes qui persistent et auxquels le Conseil de sécurité n'a pas encore trouvé de réponses et de solutions satisfaisantes.

En vertu du paragraphe 1 de l'Article 24 de la Charte, les États Membres ont conféré au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales

«afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation».

Je voudrais demander si le Conseil de sécurité est à la hauteur de cette tâche, étant donné sa composition et ses méthodes de travail actuelles.

À de nombreux égards, le conflit au Kosovo représente un tournant. Mon intention n'est pas ici de relancer la controverse sur la question cruciale de l'intervention humanitaire. La tension qui existe entre la souveraineté des États et l'applicabilité universelle des droits de l'homme a été abordée de façon bien équilibrée par le Secrétaire général lors de son intervention au débat général. Mais afin d'éviter que ne se reproduise une intervention du type Kosovo, nous devons procéder à la réforme de fond du Conseil de sécurité qui traîne depuis longtemps. Le Conseil doit être adapté aux nouvelles réalités. Il doit surtout être dûment équipé pour réagir aux crises et aux conflits d'aujourd'hui d'une manière légitime et véritablement au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Je voudrais rappeler l'intervention du Ministre allemand des affaires étrangères, M. Fischer, à la présente session et les idées très pratiques qu'il y a formulées. Il a dit à propos du Conseil :

«Il faut qu'il soit élargi afin de faire place à davantage de membres permanents et non permanents et son pouvoir décisionnel doit être renforcé...»

Dans le débat sur la réforme, nous ne devons pas esquiver la question du droit de veto qu'ont les membres permanents, question d'importance capitale pour la capacité à agir du Conseil de sécurité.

«Si l'on introduit l'obligation pour un État d'expliquer à l'Assemblée générale pourquoi il oppose son veto à un projet de résolution, le veto deviendra plus difficile et il y aura ainsi des progrès substantiels dans l'utilisation plus responsable du droit de veto. Pourquoi l'Assemblée générale n'aurait-elle pas, elle aussi, plus de responsabilités à l'avenir?» (A/54/PV.8, p. 13)

Nous devons réaliser que sans la réforme du Conseil de sécurité et de ses méthodes de travail, on court le risque de voir s'éroder la légitimité du Conseil et de ses actions et, au bout du compte, de l'ensemble du système des Nations Unies.

Ce que nous voulons, c'est une réforme importante, vaste et visionnaire de l'Organisation des Nations Unies et de son Conseil de sécurité afin de pouvoir surmonter les problèmes du siècle prochain.

M. Fonseca (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Président du Conseil de sécurité, l'Ambassadeur Sergey Lavrov, de sa présentation concise du rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. En tant que membre élu du Conseil, nous pensons qu'il faut poursuivre les efforts déployés pour que l'examen du rapport ne soit pas une simple formalité. Il doit être la base d'une plus grande transparence et d'une plus grande obligation redditionnelle de la part du Conseil de sécurité. À cet égard, et compte tenu des débats qui se tiennent actuellement sur la procédure et les méthodes du travail du Conseil de sécurité, le Brésil préconise l'adoption de pratiques qui rendent les travaux du Conseil de sécurité plus accessibles à tous les Membres de l'Organisation. On pourrait par exemple tenir plus souvent des séances privées. Il ne faut toutefois pas exclure d'autres idées constructives qui sont actuellement à l'examen au sein du Groupe de travail sur la procédure et la documentation.

Je saisis cette occasion pour féliciter les membres du Conseil nouvellement élus : le Bangladesh, la Jamaïque, le Mali, la Tunisie et l'Ukraine. Ma délégation est convaincue qu'ils seront à la hauteur de ce que la grande majorité des Membres qui les ont élus attend d'eux et qu'ils s'emploieront donc à apporter une contribution importante à la paix et à la sécurité internationales.

Cette année encore a été une année très chargée pour le Conseil de sécurité. Malheureusement, il n'y a pas là de quoi se réjouir. Bien au contraire, c'est là un signe éloquent que la communauté internationale n'a pas été en mesure d'établir la société pacifique, stable, juste et prospère à laquelle aspiraient ceux qui ont rédigé la Charte. La fin du millénaire n'a pas mis un terme aux horreurs de la guerre et du génocide. Les tueries massives, les déplacements forcés, la destruction généralisée, le pillage et d'autres formes de violence sont désormais là pour nous rappeler la triste réalité de la face sombre de ce XXe siècle.

Entre juin 1998 et juin 1999, nous avons vu des conflits dans presque tous les continents éclater, persister ou se détériorer. Le problème que pose la gestion des conséquences internationales d'un conflit interne s'est retrouvé chaque jour à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. De nouvelles crises sont apparues en Afrique, alors que des conflits à long terme — telle que la guerre civile qui dure depuis 24 ans en Angola — persistent toujours. La durée et la complexité des conflits sur le continent africain méritent que le Conseil leur accorde d'urgence une attention constante.

La stabilité dans les Balkans n'est pas encore acquise. La situation au Kosovo représente un défi gigantesque pour la communauté internationale. Le Moyen-Orient demeure une source de vive préoccupation. Le Conseil est toujours frappé d'immobilisme dans la question de l'Iraq. L'Asie continue de vivre sous la menace des essais nucléaires et, plus récemment, a connu la flambée de violence au Timor oriental. Dans toute cette agitation, plus de 21 millions d'individus — que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés considère comme «inquiétants» — errent sans espoir. Ils sont une réalité pénible de notre temps.

Bien que le tableau général soit inquiétant, le Conseil de sécurité a pu traiter certaines de ces questions, dans les limites de ses responsabilités. Nous voudrions en citer quelques exemples : il y a eu la République centrafricaine, où ont récemment eu lieu des élections présidentielles et législatives de façon régulière et paisible; la Guinée-Bissau,

qui se prépare à des élections prévues pour le 28 novembre; la Sierra Leone, où sera bientôt déployée une opération de maintien de la paix chargée d'aider à consolider le processus de paix; et la République démocratique du Congo, où les perspectives de paix se sont améliorées à la suite de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka.

Le Conseil de sécurité s'apprête également à entreprendre la tâche complexe d'administrer la transition vers l'indépendance au Timor oriental. Il ne faut pas sous-estimer l'importance du libre exercice du droit à l'autodétermination du peuple timorais oriental. Le Brésil suit de très près la situation au Timor oriental, avec lequel nous partageons la même langue et le même patrimoine culturel. Le futur État du Timor oriental témoignera des nombreuses possibilités d'action qui s'offrent à la communauté internationale dans le cadre de la Charte — le rôle prééminent joué par le Secrétaire général lorsque les conditions politiques en Indonésie ont laissé entrevoir une possibilité; le plein appui du Conseil de sécurité à toutes les étapes du processus; l'utilisation de divers instruments diplomatiques, en particulier, l'idée novatrice d'une mission du Conseil de sécurité; la «coalition des parties volontaires», reconnue comme meilleure option dans ce cas particulier; le mandat que le Conseil de sécurité a conféré à la force multinationale; et la proposition de transition vers une opération de maintien de la paix des Nations Unies, dans tous les sens du terme, qui se concrétisera bientôt, nous l'espérons. La base légale de toutes ces actions est fournie par la Charte des Nations Unies, dont on n'a pas encore utilisé tout le potentiel.

Un autre bon exemple des nombreuses voies offertes par la Charte des Nations Unies est Haïti. Dans les observations que nous avons faites l'année dernière au titre du même point de l'ordre du jour, nous avons parlé d'Haïti comme étant la seule question ayant trait à un pays de notre région qui soit encore inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Nous sommes heureux de pouvoir le faire aujourd'hui sous une autre perspective. Conformément aux dispositions de la résolution 1212 (1998) du Conseil de sécurité, la question d'Haïti a été examinée par le Conseil économique et social à sa dernière session de fond. La résolution 1999/11 du Conseil économique et social prie le Secrétaire général d'élaborer une stratégie et un programme d'appui à long terme pour Haïti. On pourrait faire valoir que le cas d'Haïti constitue un précédent utile pour axer les mesures de consolidation de la paix après les conflits sur les contraintes économiques et sociales sous-tendant la plupart des crises politiques qui éclatent dans le monde en développement.

Au cours de la période en question, nous avons aussi été témoins de plusieurs tentatives de mettre sur la touche

le Conseil de sécurité s'agissant du maintien de la paix et de la sécurité. Le Secrétaire général lui-même, parlant à La Haye à l'occasion du centenaire de la première Conférence de paix internationale, a identifié ce qu'il a appelé une tendance regrettable du Conseil de sécurité à ne pas s'impliquer dans les efforts de maintien de la paix et de la sécurité. Le Brésil déplore tous les cas où des mesures d'application ont été décidées sans l'autorisation du Conseil de sécurité. Lorsque cela se produit, les fondements même du droit international tremblent. Si l'on sort de la légitimité prévue par la Charte des Nations Unies, on aboutit à un ordre international instable où la force prévaut sur le droit.

Si l'on veut être optimiste, on constate qu'au XXe siècle il y a des signes d'une convergence accrue sur un groupe fondamental de valeurs. La tolérance, la démocratie, les principes humanitaires, les droits de l'homme et le développement durable sont au coeur de nos aspirations pour un système mondial dont la stabilité se fonde sur la justice et non sur la force. Notre défi est aujourd'hui de transformer ce cadre moral en institutions qui pourront servir de fondement même à la société internationale. Une fois de plus, le choix de rechange consiste à céder le pas à un potentiel guerrier agissant en tant que force principale sur laquelle repose la structure de la société.

M. Monagas-Lesseur (Venezuela) (*parle en espagnol*) : Ma délégation remercie l'Ambassadeur Sergey Lavrov d'avoir présenté le rapport du Conseil de sécurité couvrant la période allant de juin 1998 à juin 1999, en sa qualité de Président du Conseil pour le mois d'octobre.

Le Venezuela suit avec beaucoup d'intérêt le déroulement des travaux de fond du Conseil de sécurité dans l'exercice de ses responsabilités, ainsi que l'évolution de ses travaux concernant la procédure et la transparence de ses activités.

Pour ce qui est des travaux de fond, le Venezuela réaffirme son appui au Conseil de sécurité en tant qu'organe auquel incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous notons avec satisfaction l'importante activité déployée au cours de l'année à l'étude, qui a permis à l'Organisation de procéder à un contrôle permanent des nombreuses situations de conflit et de déployer ses ressources en matière de prévention, de maintien et de consolidation de la paix.

Considérées du point de vue tant du nombre que de la complexité des opérations de maintien de la paix, ces activités soulignent également le bien-fondé de l'extension des débats concernant l'élargissement et la réforme du Conseil.

Dans la même mesure où le Conseil, de plus en plus souvent, fait des déclarations et prend des décisions de caractère contraignant, nous constatons aussi qu'il est de plus en plus nécessaire que le Conseil renforce sa légitimité grâce à la présence en son sein d'autres États Membres, et ce en harmonie avec les nouvelles réalités de l'Organisation.

Nous notons également avec satisfaction l'intérêt accru du Conseil pour les questions ayant trait aux conflits armés, qui nécessitent l'attention de la communauté internationale en raison de leur gravité. Il s'agit, entre autres, des questions des enfants en période de conflit, de la protection de ceux qui portent assistance aux réfugiés, des civils en période de conflit armé et de la menace des actes terroristes. L'Organisation des Nations Unies est appelée à adopter des mesures préventives dans ces domaines. La contribution du Conseil peut et doit être appuyée par l'Assemblée générale dans la recherche de solutions générales et stables à ces problèmes.

S'agissant des opérations de maintien de la paix elles-mêmes, le Venezuela appuie la tendance constatée l'année dernière à une coopération accrue avec les organisations régionales dans le contexte du Chapitre VIII de la Charte. Nous ne pouvons que partager la préoccupation du Secrétaire général, exprimée dans son rapport sur l'activité de l'Organisation, au sujet des situations dans lesquelles le Conseil se trouve dans l'impossibilité d'agir et délègue ses responsabilités, créant ainsi un précédent qui ne fait qu'affaiblir les bases juridiques du système de sécurité collective. Nous voulons également affirmer que nous attachons de l'importance à ce que le Conseil assure le suivi des situations sous examen tant que l'on n'aura pas obtenu les résultats attendus et tant que la paix ne sera pas rétablie.

En ce qui concerne la transparence des travaux du Conseil, le Venezuela suit avec beaucoup d'intérêt les améliorations apportées dans ses méthodes de travail. Nous appuyons tout particulièrement l'idée de tenir des consultations avec les pays fournisseurs de contingents, des rapports oraux présentés par le Président et la tenue de séances publiques sur les questions d'intérêt général. Nous saluons en particulier l'initiative de traiter *in extenso* des situations de conflit en Afrique au cours de la période couverte par le rapport dont nous sommes saisis.

Une question particulièrement pertinente que nous souhaiterions voir examinée de manière approfondie est celle de la transparence des travaux et les rapports des organes subsidiaires, en particulier des comités des sanctions. Nous sommes persuadés que des améliorations sont possibles à cet égard afin d'avoir une évaluation objective

de la portée et des conséquences des régimes de sanctions en vigueur.

Enfin, nous voudrions réaffirmer l'importance du Groupe de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale sur la réforme et l'élargissement de la composition du Conseil de sécurité. Nous lançons un appel au Conseil pour qu'il poursuive ses efforts pour améliorer la transparence de ses travaux et ses méthodes de travail, y compris les mesures relatives à la présentation de son rapport à l'Assemblée générale.

M. Li Hyong Chol (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Le Conseil de sécurité ayant à relever de nombreux nouveaux défis et la présente session étant la dernière du XXe siècle, nous pensons qu'il serait tout à fait approprié que nous saisissons l'occasion que nous offrent les délibérations sur le point de l'ordre du jour dont nous sommes saisis pour examiner de manière complète, à la lumière de la Charte des Nations Unies, tous les aspects de l'activité du Conseil de sécurité au cours du dernier demi-siècle.

J'aimerais à présent présenter quelques vues sur le rapport du Conseil de sécurité.

Nous constatons bien sûr, comme l'année dernière, quelques améliorations dans la présentation du rapport, telles que l'inclusion, entre autres, de brèves descriptions de chaque consultation plénière privée et des évaluations mensuelles des travaux du Conseil de sécurité par les anciens Présidents, conformément aux mesures approuvées par le Conseil de sécurité en juin 1997. Nous notons tout particulièrement que les évaluations mensuelles que l'on continue d'inclure sous forme d'addendum au rapport, bien que limitées dans leur contenu, contribuent dans une certaine mesure à améliorer la qualité du rapport. Cette pratique a ainsi aidé les États Membres à comprendre immédiatement les activités du Conseil de sécurité durant la période sous examen.

En dépit de ces améliorations, nous sommes au regret de dire que le rapport a encore un caractère procédural. Par exemple, 80 % des activités du Conseil de sécurité sont réalisées par le biais de consultations privées. Il serait donc logique que le rapport contienne des informations détaillées et analytiques sur les consultations plénières privées.

Cependant, la description des consultations officielles figurant dans le rapport ne consiste qu'en un ou deux paragraphes et ne s'attache qu'aux dates et aux procédures. Elle ne comporte aucune information sur le déroulement de ces

délibérations, comme par exemple les positions des membres du Conseil de sécurité sur des questions spécifiques examinées au sein du Conseil.

Dans la mesure où le concept de consultations officielles n'est spécifié ni dans la Charte de Nations Unies ni dans le règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, il n'est pas normal qu'elles se poursuivent. En outre, le fait de ne pas autoriser les parties concernées à participer aux consultations officielles et l'absence d'information concernant le déroulement de celles-ci vont à l'encontre des exigences de la majorité des États Membres tendant à une plus grande transparence dans les activités du Conseil de sécurité.

Comme cela ressort clairement de nos débats jusqu'à présent, la première mesure à prendre si nous voulons assurer la transparence des activités du Conseil est de rendre publics tous les débats sur les questions de fond et de limiter les consultations officielles aux questions de procédure.

En outre, les parties concernées devraient être invitées à participer aux consultations officielles ainsi qu'aux réunions officielles du Conseil de sécurité, conformément aux Articles 31 et 32 de la Charte des Nations Unies, de façon à ce que leurs positions soient dûment prises en considération dans les délibérations du Conseil de sécurité.

J'évoquerai également certains défis auxquels le Conseil de sécurité doit faire face à l'aube du nouveau millénaire.

Bien que plus d'un demi-siècle se soit écoulé depuis que le Conseil de sécurité a entamé ses activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales, nous déplorons que le Conseil continue de prendre des mesures allant à l'encontre des buts et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et d'enfreindre son mandat.

En 1950, peu après la création de l'Organisation des Nations Unies, un certain arbitraire a abouti à l'adoption, lors de séances du Conseil de sécurité au cours desquelles les membres permanents n'étaient pas tous représentés, de résolutions autorisant l'emploi de la force. Les séquelles de ces actes sont encore utilisées aujourd'hui pour tirer avantage de l'ONU.

Plus récemment, à la fin du XXe siècle, nous avons été témoins d'autres actes arbitraires comme le recours à la force militaire contre des États souverains sans mandat clair du Conseil de sécurité, voire en contournant l'ONU.

L'emploi de la force en dehors d'un mandat autorisé par l'ONU constitue une violation grave de la Charte des Nations Unies et du droit international communément reconnu puisque cela revient à faire fi de l'engagement pris de confier au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, mais aussi de l'engagement à l'égard du respect des droits souverains des États Membres.

Si le principe du respect de la souveraineté est bafoué dans les relations internationales, des confrontations vont très certainement se produire entre, d'une part, les États essayant de défendre leur souveraineté et, d'autre part, les forces essayant d'empiéter sur la souveraineté d'autres États et, par conséquent, le monde ne sera jamais stable.

Si nous voulons que l'ONU contribue à maintenir la paix et la sécurité internationales et à édifier le monde pacifique auquel l'humanité aspire, il faut, premièrement, que les principes de souveraineté, de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États et d'égalité entre tous, stipulés dans la Charte des Nations Unies et le droit international, soient strictement respectés.

M. Boisson (Monaco), Vice-Président, assume la présidence.

La souveraineté est fondamentale pour chaque pays. La non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États et l'égalité entre tous constituent des principes de base qui ne devraient jamais être violés, pour quelque raison que ce soit.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité ne doit pas prendre des mesures qui pourraient empiéter sur la souveraineté des États Membres. Il devrait être interdit d'empiéter sur la souveraineté des États Membres et de s'immiscer dans leurs affaires intérieures.

Troisièmement, pour appliquer efficacement les résolutions du Conseil de sécurité, il est nécessaire de mettre en place un système qui habiliterait l'Assemblée générale à approuver les résolutions du Conseil de sécurité concernant les questions fondamentales comme le recours à la force ou les sanctions économiques.

Enfin, le Conseil de sécurité devrait passer en revue l'application de toutes les résolutions adoptées dans le passé et éliminer les séquelles de la période de la guerre froide en prenant des mesures courageuses pour rectifier les résolutions allant à l'encontre de la Charte des Nations Unies et n'étant pas en phase avec la situation actuelle.

À cet égard, je saisis cette occasion pour rappeler aux membres ici présents que près de 40 000 soldats américains en poste en Corée du Sud prétendent appartenir à des forces des Nations Unies en ayant recours abusivement aux drapeaux et aux casques des Nations Unies.

Pour terminer, ma délégation espère que les propositions constructives concernant les activités du Conseil de sécurité seront sérieusement examinées au cours de l'Assemblée et du Sommet du millénaire qui se tiendront l'année prochaine.

M. Ka (Sénégal) : Qu'il me soit permis, tout d'abord, d'adresser les félicitations de ma délégation à l'Ambassadeur Lavrov de la Fédération de Russie qui, en sa qualité de Président pour le mois d'octobre, soumet à notre appréciation le rapport annuel du Conseil de sécurité, conformément à l'alinéa 3 de l'Article 24 de la Charte.

Je saisis cette occasion pour rendre hommage aux membres du Conseil pour la qualité, la pertinence et le caractère équilibré de ce rapport qui nous permet d'apprécier, à leur juste valeur, leur engagement et leur dévouement au service de la paix et de la sécurité internationales, qui relèvent de la responsabilité primordiale du Conseil de sécurité.

Comme il ressort clairement de la lecture de ce rapport, le Conseil a eu, de nouveau, une année très chargée en raison de nombreux soubresauts dans le monde et des menaces fréquentes à la paix et à la sécurité internationales. Le rapport représente donc la somme des efforts menés, aussi bien par les membres du Conseil que par le Secrétariat, et constitue une étape importante dans la perspective de donner plus d'ouverture et de transparence aux travaux du Conseil.

Cette nécessité d'une plus grande transparence dans les travaux du Conseil de sécurité a marqué des progrès au cours des dernières années et nous apprécions la pratique, bien établie, de diffusion de l'information aux États non membres du Conseil. À cet égard, ma délégation se félicite du recours aux débats publics sur les diverses questions inscrites à l'ordre du jour ainsi que des initiatives prises par les Présidents d'organiser des séances publiques sur des questions spécifiques qui interpellent l'ensemble de la communauté internationale.

Chaque Président du mois essaie, durant sa présidence, d'organiser un débat sur un thème porteur et, comme il s'agit là d'une bonne initiative, d'une bonne innovation, nous ne pouvons qu'appuyer puissamment cette mouvance.

Ainsi donc, les États Membres ont eu l'occasion d'exprimer leurs points de vue sur des thèmes aussi importants que les menaces à la paix et à la sécurité résultant d'attentats terroristes internationaux, la protection des activités d'assistance humanitaire aux réfugiés et autres personnes touchées par un conflit, le maintien de la paix et de la sécurité et la consolidation de la paix après les conflits, la protection des civils touchés par les conflits armés, la question des enfants soldats et le problème des personnes déplacées.

Le rapport du Conseil de sécurité accorde aussi une place privilégiée aux crises qui secouent l'Afrique, continent qui connaît actuellement le plus grand nombre de conflits à l'ordre du jour du Conseil. Je veux citer parmi ces conflits l'Angola, le Burundi, l'Éthiopie, l'Érythrée, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone, la Somalie et j'en passe.

Depuis la présentation en mai 1998 du rapport du Secrétaire général sur les conflits en Afrique, cette situation d'instabilité du continent a amené le Conseil à examiner, au cours de plusieurs séances, les crises qui ont successivement secoué l'Afrique ainsi que les propositions émanant du Groupe de travail ad hoc chargé d'examiner les recommandations du rapport du Secrétaire général. Le Groupe de travail, présidé par l'Ambassadeur du Gabon, à qui je présente mes fraternelles félicitations, a soumis ses conclusions au Conseil de sécurité qui les a adoptées à l'unanimité, sous la forme de résolutions et de déclarations présidentielles, au cours des mois de septembre et novembre 1998.

Dans ces différentes décisions, le Conseil de sécurité a défini les principes et préconisé les moyens et mécanismes à mettre en oeuvre pour assurer et sauvegarder la paix, à travers diverses mesures telles que l'embargo sur les armes, la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine dans le domaine des capacités africaines de maintien de la paix, la sécurité dans les camps de réfugiés, le trafic illicite d'armes, et le renforcement de la paix par les organisations régionales. Ma délégation salue ces efforts méritoires déployés par le Conseil de sécurité pour circonscrire les conflits car, sans paix, il ne peut pas y avoir de développement durable en Afrique.

Nous devons demeurer toujours vigilants et garder à l'esprit, comme il a été souligné à plusieurs reprises par les responsables africains du haut de cette tribune, que l'Afrique a besoin d'actes concrets et non de belles déclarations et résolutions. C'est en effet par des actes concrets et

positifs que l'on mesurera l'intérêt que la communauté internationale porte à l'Afrique.

C'est que devant bon nombre de crises du continent africain, les hésitations et, trop souvent, l'inaction du Conseil de sécurité, ont engendré une grande frustration de la part des États africains. Dans l'intérêt de la paix et dans l'intérêt du développement du continent, le Conseil de sécurité devrait surtout appuyer les efforts des Africains pour renforcer leur capacité de maintien de la paix afin de leur permettre de faire face aux situations de crises.

L'on a constaté également une trop grande latitude des États membres du Conseil à laisser ces situations se dégrader au point d'entraîner de nombreuses pertes en vies humaines ou, souvent, des désastres humanitaires d'envergure. L'intérêt que certains pays membres du Conseil ont déclaré vouloir réserver désormais aux problèmes africains — après les leçons du Kosovo et du Timor oriental — se mesurera donc désormais, à leur capacité à anticiper ces événements malheureux en Afrique et à prendre les mesures préventives adéquates. À la trop grande propension à réagir tardivement aux crises, les membres du Conseil devraient, face aux situations dramatiques en Afrique, agir vite avant qu'il ne soit trop tard. L'on a constaté même, dans des situations humanitaires analogues qui se développaient en dehors de l'Afrique, que les réponses aux situations en Afrique, tardaient souvent à se manifester au point qu'on se demande quelquefois si les personnes en détresse en Afrique sont traitées sur un pied d'égalité avec les autres, ailleurs dans le monde.

Pour que l'inaction du Conseil devant ces situations ne soit pas lourde de conséquences en ce qu'elle porte gravement atteinte à la crédibilité et à l'autorité de cet organe central, il faudrait procéder à une nécessaire amélioration du fonctionnement du Conseil. À ce sujet, je voudrais souligner, pour m'en féliciter, qu'il existe déjà un large consensus sur des points aussi essentiels que la participation des États non membres aux réunions du Conseil, le programme de travail du Conseil, les réunions d'information convoquées par le président du Conseil à l'intention des non-membres et des pays fournisseurs de troupes.

Il nous reste donc à aller plus loin et à traduire dans les faits cette dynamique, en l'institutionnalisant afin que la promotion de la paix et de la sécurité internationales au siècle prochain reposent sur un Conseil de sécurité revitalisé, plus efficace et plus transparent. À cette fin, il faudrait mettre un terme à la tendance déplorable de mettre le Conseil à l'écart de son mandat. En effet, depuis un certain temps, les États membres et les organisations régionales

prennent des mesures coercitives sans autorisation du Conseil ou agissent unilatéralement au nom du droit d'ingérence humanitaire. L'appoint que des organisations régionales peuvent apporter dans la prévention des conflits ou dans le maintien de la paix ne devrait en aucun cas dispenser le Conseil de sa responsabilité primordiale de promotion de la paix et de la sécurité collective.

Il nous faut donc décourager cette tendance en faisant prévaloir les domaines de compétence définis par la Charte pour que, à l'aube du nouveau millénaire, nous disposions d'un Conseil de sécurité en phase avec un monde en mutation et qui, tout en respectant la souveraineté des États, saura faire preuve d'imagination et de détermination dans la protection des droits de l'homme et la sauvegarde de la paix à travers le monde.

M. Onyia (Nigéria) (*parle en anglais*) : C'est un honneur et en effet un plaisir pour moi de me faire l'écho des très chaleureuses félicitations que mon Président a adressées à M. Gurirab, le Président de l'Assemblée générale, lorsqu'il a pris la parole devant l'Assemblée le mois dernier. Les qualités éminentes de dirigeant démontrées par M. Gurirab ont déjà une influence sur les débats de la cinquante-quatrième session et la délégation nigérienne l'assure de son appui continu.

Nous remercions l'Ambassadeur Lavrov de la Fédération de Russie — Président en exercice du Conseil — qui a présenté le rapport ce matin. Je voudrais également exprimer notre reconnaissance au Secrétariat pour les efforts qu'il a faits afin de préparer ce rapport très complet.

Ce point de l'ordre du jour nous donne amplement l'occasion d'examiner les nombreuses activités du Conseil de sécurité, principal organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, pour la période à l'examen. Ce débat revêt une importance cruciale car c'est la dernière fois de ce siècle que l'on délibère sur le sujet. De fait, les activités du Conseil de sécurité méritent une attention toute particulière de notre part, à l'aube du nouveau millénaire.

Nous voudrions rendre hommage au Conseil de sécurité pour tout ce qu'il est parvenu à faire pour la résolution des conflits dans diverses régions du monde, notamment depuis la fin de la guerre froide. En Afrique, les efforts du Conseil de sécurité ont été particulièrement importants pour l'indépendance de la Namibie, l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud, la fin du conflit au Mozambique et l'appui aux efforts de rétablissement de la paix déployés au Libéria par le Groupe de contrôle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG). Nonobstant

ces importants succès, il y a encore d'autres domaines dans lesquels le Conseil de sécurité doit faire preuve d'un plus grand engagement et de plus de détermination pour régler les conflits qui affligent certains États d'Afrique, comme il l'a fait dans d'autres régions.

Comme l'a manifestement montré le rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (S/1998/318), les causes profondes des conflits en Afrique sont multiples et complexes. Les situations de conflit actuelles sur notre continent révèlent leurs origines multiples, liées à la pauvreté et à des déséquilibres socioéconomiques dans la société. Aussi nous félicitons-nous, dans ce contexte, des séances tenues au niveau ministériel par le Conseil de sécurité sur la situation en Afrique. Il ressort clairement de ces réunions qu'un règlement durable des situations de conflit en Afrique nécessite des initiatives et des solutions ambitieuses liant intimement la paix, la sécurité, la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et l'état de droit, d'un côté, au développement durable, de l'autre.

Le rôle joué par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le rétablissement de la paix au Libéria et en Sierra Leone illustre l'importante contribution que peut faire une organisation sous-régionale à la paix et à la sécurité internationales. Le succès enregistré par l'ECOMOG confirme que ce genre d'initiatives régionales, quand elles existent, a de bonnes chances de réussir à condition de recevoir un appui rapide et suffisant du Conseil de sécurité dans le cadre de ses efforts de rétablissement de la paix et de maintien de la paix. Ce succès est toutefois cher payé par les États de la sous-région, dont mon pays. Notre expérience nous conforte dans l'idée que la CEDEAO est devenu un dispositif unique en son genre pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits.

Malheureusement, la perception générale est qu'il manque une norme uniformisée permettant de réagir partout au déclenchement d'un conflit quelle que soit la région concernée du monde. Le Conseil de sécurité a été lent à réagir lorsqu'il y a eu des conflits sur notre continent — et lorsqu'il l'a fait à temps, il n'a pas engagé les mesures et les ressources suffisantes pour régler ces problèmes.

La paix est indivisible. Nous exhortons par conséquent le Conseil de sécurité à placer les conflits en Afrique sur le même pied que ceux des autres régions, car les conséquences de l'inaction peuvent être catastrophiques, comme on l'a vu amplement au Rwanda.

L'un des défis décisifs que doit relever l'ONU aux portes du nouveau millénaire est celui de la réforme et de la démocratisation du Conseil de sécurité. À cet égard, nous tenons à réaffirmer combien il est urgent de réformer le Conseil et ses méthodes de travail afin d'en renforcer la transparence, la légitimité et l'efficacité. Le Nigéria a toujours soutenu que la situation actuelle, où l'Afrique, qui compte 53 États Membres de l'ONU, ne dispose pas d'un siège permanent au Conseil de sécurité, est inacceptable. En outre, une telle réforme doit avoir pour effet de renforcer non seulement la coopération entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, mais également son efficacité.

S'il est vrai que les conflits en Afrique résultent de la conjoncture politique et socioculturelle, il est tout aussi vrai que tant que l'Afrique ne sera pas pleinement intégrée au système économique mondial, et tant que ses populations continueront de subir les ravages de la pauvreté, la maladie et le fardeau insoutenable de la dette, l'instauration d'une paix et d'une sécurité véritables sur le continent restera une illusion. Le Nigéria exhorte par conséquent l'ONU à adopter une stratégie plus globale dans ses plans visant à améliorer la prévention et la gestion des conflits et à assurer un développement économique rapide, qui sont des conditions nécessaires à la stabilité, à la croissance et au développement viable.

Je saisis cette occasion pour féliciter les membres non permanents du Conseil qui ont été élus pour la période 2000-2001, à savoir le Bangladesh, la Jamaïque, le Mali, la Tunisie et l'Ukraine.

Pour terminer, je souhaite réitérer l'engagement du Nigéria envers les buts et principes de la Charte des Nations Unies, et assurer l'Assemblée que mon pays ne ménagera aucun effort en faveur de la paix et de la sécurité mondiales.

M. Tello (Mexique) (*parle en espagnol*) : En premier lieu, je voudrais remercier l'Ambassadeur Sergey Lavrov, Représentant permanent de la Fédération de Russie et Président du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre, d'avoir présenté le rapport du Conseil à l'Assemblée générale. Ma délégation est particulièrement satisfaite de voir que l'expérience commencée il y a quelques années par le Brésil est devenue pratique courante pour l'introduction de l'examen de ce point de l'ordre du jour à l'Assemblée générale.

Le rapport du Conseil de sécurité dont nous sommes saisis pour la période comprise entre le 16 juin 1998 et le 15 juin 1999 contient une chronologie des activités officiel-

les du Conseil ainsi qu'une compilation des résolutions adoptées et des déclarations présidentielles prononcées au cours de l'année. Il représente un instrument de référence précieux pour le bibliothécaire ou l'archiviste zélé, car on y trouve la liste systématique et ordonnée des références relatives à la documentation, aux résolutions, aux déclarations et aux points examinés par le Conseil durant cette période.

Cependant, les améliorations que nous trouvons année après année dans la présentation de ce rapport, ma délégation estime qu'il reste encore beaucoup à faire pour que les données contenues dans ce document répondent pleinement à l'obligation qui est faite à cet organe de rendre compte de manière adaptée et détaillée de ses activités aux autres Membres de l'ONU.

Je souhaite redire que, plus qu'une compilation et qu'une chronologie, nous voudrions trouver dans ce rapport une analyse de ce qui s'est produit au cours des délibérations et un exposé des raisons qui ont motivé les décisions prises. Loin d'être sans importance, cette exigence fait partie de l'obligation redditionnelle du Conseil par rapport à l'Assemblée générale.

L'article 48 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité établit clairement qu'à moins qu'il n'en décide autrement, le Conseil de sécurité siège en public. Mais la pratique a fait de l'exception prévue par l'article la règle générale : le Conseil se réunit de plus en plus fréquemment à huis clos, en consultations privées, format assurément non envisagé par le règlement.

Durant la période couverte par le rapport dont l'Assemblée est saisie, sur un total de 360 séances, seules 121 ont été publiques, alors que 239 séances soit presque le double, ont été privées. Les réunions publiques constituent la seule possibilité qu'ont les 173 pays qui ne sont pas membres du Conseil de faire entendre leur voix au sein d'un organe qui, selon la Charte même, doit agir en leur nom. Les consultations officieuses privées, prétendument prévues pour traiter des questions de procédure sont à présent l'instance dans laquelle s'effectue le travail de fond du Conseil de sécurité. Il est donc incompréhensible que des informations ne soient pas données sur ces séances privées, qui selon le rapport lui-même ont représenté environ 511 heures de travail pour le Conseil.

Aux termes de la Charte, il est important que l'Assemblée générale soit informée de la teneur des consultations au cours desquelles le Conseil discute et s'apprête à prendre des décisions et qui, par la suite, doivent être

acceptées et mises en oeuvre par tous les États Membres de l'ONU, qui ont délégué la responsabilité à cette organe de maintenir la paix et la sécurité internationales. C'est nous qui donnons mandat au Conseil, et c'est de nous qu'il doit répondre. L'obligation redditionnelle fait partie intégrante de tout processus qui se veut démocratique.

Le fait que le rapport passe sous silence la question du Kosovo est éloquent. Le conflit a accaparé nos gouvernements et l'opinion publique pendant une bonne partie de l'année. Nous savons tous ce qui s'est passé lors des débats publics du Conseil. Ce que nous ne savons pas, c'est ce qui a été à l'origine de la totale mise à l'écart du Conseil dans le traitement du problème. Non seulement, les délibérations de fond ont eu lieu à huis clos, mais également dans le plus grand secret, dans le cercle des cinq membres permanents. Pour ma délégation il est incompréhensible que le rapport ne contienne pas un compte rendu analytique afin d'expliquer pourquoi le Conseil de sécurité s'est effacé devant une alliance militaire à laquelle appartiennent trois de ses cinq membres permanents, un acte qui va à l'encontre des dispositions du Chapitre VII de la Charte.

Nous prions instamment les membres du Conseil de sécurité de tenir leurs délibérations de fond en public. Il ne s'agit pas pour eux de faire une concession généreuse aux autres Membres de l'ONU, il s'agit plutôt de respecter à la lettre leur propre règlement et les exigences de légitimité d'ordre éthique.

Nous n'allons pas nous lancer dans une analyse des méthodes de travail du Conseil, ni même faire allusion aux privilèges anachroniques dont jouissent certains de ses membres. Cette question fait l'objet d'un examen du Groupe de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale sur la réforme du Conseil de sécurité. Nous nous contenterons de souligner que le manque de transparence et les inégalités criantes qui existent en son sein ont fait du Conseil, non pas un protagoniste et un avocat dans la recherche de règlement des conflits internationaux, mais plutôt un observateur «politiquement correct» de l'exercice de la puissance mondiale.

Comme le stipule l'Article 24 de la Charte, le Conseil de sécurité est conçu de façon à «assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation». On lui confère la responsabilité principale de la paix et de la sécurité internationales. Sa responsabilité consiste à prendre des mesures rapides pour éviter l'aggravation des situations de conflit. Par analogie avec la structure d'un État, le Conseil de sécurité fait office de pouvoir exécutif.

Le Conseil de sécurité n'est pas un organe de délibération et il n'a pas le pouvoir de prendre des arrêtés normatifs qui soient applicables de façon générale. Ceci relève de la compétence de l'Assemblée générale, l'organe le plus représentatif de la communauté internationale, dont les larges compétences permettent de «discuter toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la présente Charte» comme le stipule l'Article 10; elle «peut étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales» comme le prévoit l'Article 11. En fait, elle peut discuter toutes les questions, comme le stipule l'Article 13. Toute question à l'Assemblée qui appelle une action est renvoyée au Conseil de sécurité.

Le partage des responsabilités est sans équivoque : si on compare le Conseil de sécurité à une sorte de pouvoir exécutif limité, on verrait qu'il est un organe orienté vers l'action, dès lors l'Assemblée générale est le pouvoir législatif, l'organe de délibération et d'établissement des normes générales.

Ma délégation est préoccupée par la tendance au sein du Conseil, au cours de ces dernières années, à faire des déclarations générales sur des questions qui intéressent l'ensemble de la communauté mondiale, dans le but de légitimer ses propres actions. Respectons les compétences de chacun des principaux organes de l'ONU. C'est à l'Assemblée générale de délibérer et d'établir des normes et des principes pour faire face aux problèmes du monde moderne. C'est au Conseil de sécurité d'agir en cas de crise, au cas par cas.

La délégation mexicaine réaffirme que l'accès aux sources d'informations est un droit pour tous les États Membres de l'ONU plutôt qu'un privilège, comme certains voudraient le laisser entendre. Les membres du Conseil de sécurité doivent obligatoirement informer amplement les autres pays des affaires que le Conseil examine et des raisons qui ont motivé les décisions prises. Nous invitons le Conseil, en particulier ses cinq membres permanents, à participer au processus d'ouverture, de transparence et de réforme des méthodes de travail du Conseil, processus dans lequel mon pays s'engage pleinement, de concert avec l'écrasante majorité des États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

M. Fowler (Canada) : Le Canada se félicite de l'occasion qui lui est offerte de débattre des travaux du Conseil de sécurité avec tous les Membres des Nations Unies. Les possibilités de dialogue entre le Conseil et ceux à qui il rend des comptes sont trop rares. En tant que membre élu du Conseil, le Canada trouve cette obligation redditionnelle

évidente; nous avons plaidé dans ce sens pendant notre campagne et nous nous efforçons de promouvoir l'applicabilité des concepts de responsabilité et d'obligation redditionnelle auprès du Conseil. Notre position a toujours été dictée non seulement par l'avantage inhérent à un Conseil plus ouvert, plus transparent et plus réceptif, mais également par des considérations pratiques d'efficacité. Le Conseil ne peut que bénéficier d'une interaction plus vigoureuse avec ceux qui, en fin de compte, donneront effet à ses décisions.

La taille du rapport dont nous sommes saisis aujourd'hui témoigne du volume sans précédent d'activités déployées par le Conseil. Le nombre impressionnant de questions de sécurité dont traite le Conseil — qui nous rappelle qu'un nombre alarmant de conflits sévissent sur la planète — témoigne néanmoins de l'activité qui se poursuit depuis la fin de la guerre froide au sein du Conseil et dont on ne peut que se réjouir. Nous notons également avec satisfaction le nombre croissant de débats organisés sur des questions de sécurité multisectorielles et émergentes. Le Canada se félicite de contribuer à cette tendance grâce à son initiative relative à la protection des civils lors des conflits armés. De telles initiatives permettent au Conseil d'examiner des questions importantes ayant trait à la paix et à la sécurité dans un contexte plus large et de manière plus globale que ne le permet généralement son mode de crise, et elles ont permis au Conseil de donner une définition plus large de la sécurité. Ce rapport fait également état d'étapes importantes dans les travaux du Conseil, à savoir la suspension des sanctions contre la Libye et l'autorisation de déployer de nouvelles missions des Nations Unies au Timor oriental et au Kosovo.

Nous sommes toutefois frappés par les lacunes de ce rapport de 400 pages. L'incapacité du Conseil de faire face à un certain nombre de problèmes de sécurité importants au cours de cette année écoulée est très préoccupante. Les crises au cours desquelles l'action du Conseil est paralysée par la mésentente de ses cinq membres permanents, par exemple celle du Kosovo, ou pour lesquelles de profondes divisions persistent, comme pour l'Iraq, portent atteinte à l'efficacité du Conseil. Les divergences politiques et les différences d'orientation doivent être surmontées au nom de l'intérêt commun; la menace d'utiliser le veto ou son utilisation doivent céder au profit d'efforts plus vigoureux en vue d'aboutir à un consensus.

La tendance persistante à permettre à des considérations financières de dicter ou de dominer les prises de décisions du Conseil sur la nécessité et la manière de réagir aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales est tout aussi préoccupante. Cette attitude a trop

souvent entravé une action résolue et a abouti à une dépendance — trop souvent envers ceux qui sont le moins capables de payer — pour mettre en oeuvre des décisions du Conseil parfois mal définies. Il ne faut pas que la fière tradition de maintien de la paix dont le Conseil peut se prévaloir se perde à cause d'une misère financière, d'une atrophie bureaucratique ou simplement d'un abandon.

(L'orateur poursuit en anglais)

Nous devons également tirer des leçons de nos erreurs et voir ce qui réussit et ce qui échoue.

Les fonds d'affectation spéciale créés pour financer des forces multinationales, autorisées par le Conseil pour remplacer les missions de maintien de la paix déployées par les Nations Unies dans le cadre de mécanismes de mise en recouvrement acceptés, sont tout simplement inefficaces. Très récemment, ils n'ont fonctionné ni pour le Groupe de contrôle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en Sierra Leone, ni pour la Force internationale au Timor oriental. En ce qui concerne la Sierra Leone, 2 millions de dollars seulement ont été versés au fonds d'affectation spéciale, ce qui suffit à peine à financer trois jours d'opération de l'ECOMOG. Compte tenu de ce résultat, il n'y a aucune raison de penser que les fonds d'affectation spéciale seront mieux approvisionnés en République démocratique du Congo ou ailleurs.

Il est clair que la contribution généreuse de 100 millions de dollars versée par le Japon au fonds d'affectation spéciale pour le Timor oriental est une exception importante — et unique en son genre. Mais même une telle contribution ne servira qu'à couvrir une infime partie des dépenses énormes de cette importante opération de maintien de la paix. Les États fournisseurs de contingents devront alors assumer la part du lion et ce n'est pas ainsi que les choses devraient se passer. L'ECOMOG a effectué un travail exceptionnel et ingrat en Sierra Leone, et a subi de lourdes pertes, et ce dans des conditions incroyablement difficiles, se risquant dans des lieux peu sûrs quand personne d'autre n'était prêt à le faire pour rendre un semblant de stabilité à certaines régions du pays. Le Nigéria — le principal État fournisseur de contingents, qui a aussi assumé la plus grande partie des coûts — a déclaré qu'il ne pouvait plus porter un tel fardeau. Nous allons néanmoins dépêcher une force hybride en Sierra Leone au sein de laquelle la composante ECOMOG devra encore être financée en faisant circuler le chapeau que nous, la communauté internationale, n'arriverons pas, une fois encore, à remplir.

La réalité des contraintes et des contrôles financiers sur les fonds publics dans pratiquement toutes les régions du monde est telle que les coûts énormes qu'entraînent les opérations de maintien de la paix — à pratiquement tous les niveaux — ne peuvent tout simplement pas être couverts par des contributions volontaires. Nos Gouvernements, avec divers degrés d'enthousiasme, s'acquittent de leurs obligations aux termes de la Charte de Nations Unies consistant à assumer les dépenses officielles des opérations de maintien de la paix sur la base d'un barème de quotes-parts sur lequel ils se sont entendus. Ils n'ont jamais autorisé — et je pense qu'ils n'autoriseront jamais — le vote de fonds importants que nos ministères des finances qualifieraient de «discrétionnaires» pour financer des missions de maintien de la paix qui ne sont ni commandées, ni mandatées par les Nations Unies, en d'autres termes, des opérations de maintien de la paix qui ne sont pas du type classique. Cela est, après tout, l'essence de la sécurité collective.

La paix et la sécurité sont des responsabilités fondamentales et essentielles qui incombent à l'Organisation. Elles ne peuvent et ne doivent pas être déléguées à d'autres ou être sous-traitées par des associations régionales ou des groupes spéciaux de pays désireux de prendre de tels engagements considérables en termes de ressources financières et humaines. Il est clair que les organisations régionales et les principaux acteurs régionaux continueront à jouer des rôles dirigeants d'une importance fondamentale dans plusieurs opérations de maintien de la paix, mais l'objectif d'un mandat universel de l'ONU — aussi longtemps que faire se pourra — demeure d'une importance primordiale pour les principes sur lesquels repose l'Organisation, et devrait demeurer notre objectif dans toute situation requérant une action collective pour le maintien ou le rétablissement de la paix.

La déclaration édifiante, de l'avis du Canada, prononcée par le Secrétaire général à l'occasion de l'ouverture du débat général de cette année, et que nous avons accueillie avec beaucoup de satisfaction, a permis d'entamer un dialogue entre les États Membres sur les questions essentielles liées à la mission et au mandat de l'ONU en général et, plus particulièrement, au Conseil de sécurité, à mesure que l'ONU poursuit sa vocation de maintien de la paix et de la sécurité. Le Secrétaire général a allié la dure vérité concernant les récents échecs essuyés dans le domaine de la sécurité collective à une vision ambitieuse de l'avenir. Cette perspective, qui place la sécurité humaine au centre de nos travaux, est totalement partagée par le Canada. L'Organisation doit être prête à relever l'important défi qui consiste à élaborer des facteurs déterminant le moment et la

manière d'intervenir pour protéger les civils dans les conflits armés.

Au Conseil de sécurité, le Canada a proposé que les principes humanitaires et les droits de l'homme aient plus de poids dans le calcul du Conseil sur le moment et la manière d'agir, non seulement en raison de leur impact direct sur l'équation de la paix et de la sécurité, mais également parce que ces normes méritent en soi d'être appliquées. Il faut de toute urgence mieux concilier les principes de souveraineté de l'État et de sécurité humaine. Comme l'ont prouvé les événements récents, en cas d'échec, le Conseil risque d'être sur la touche et de ne pas pouvoir faire face aux conflits actuels.

Les travaux visant à trouver une nouvelle définition de la sécurité doivent s'accompagner d'une modernisation des méthodes de travail du Conseil, d'une plus grande transparence et de moins de mystère. Le Canada et d'autres membres élus ont fait ce qui leur incombait pour que les méthodes de travail du Conseil soient soumises à un meilleur contrôle, grâce à des réunions d'information régulières sur les questions dont le Conseil est saisi à l'intention des pays intéressés qui n'en sont pas membres et, sous la présidence du Canada, en affichant un volume précieux d'informations sur les activités du Conseil sur le site Internet de la Mission.

Pour renforcer l'efficacité du Conseil, nous croyons que la participation de pays non membres du Conseil à ses délibérations — officielles et officieuses — devrait être plus largement encouragée lorsque leur présence peut contribuer utilement aux efforts du Conseil visant à éviter ou à limiter un conflit. Nous estimons que le Conseil devrait se réunir plus souvent en séances publiques. Nous pensons également que le Conseil devrait faire preuve de plus d'imagination et de créativité et avoir recours à d'autres formules — qui vont bien au-delà de la «formule Arria» — afin de favoriser une meilleure participation des États non membres et une meilleure diffusion des points de vue avant que ne soient prises des décisions de grande portée. Les décisions et les procédures du Conseil doivent favoriser la paix et non pas seulement les prérogatives des plus puissants. Nous espérons que les rapports qui nous seront soumis l'an prochain et à l'avenir feront état de progrès réalisés dans ces domaines.

Nous attendons avec intérêt de pouvoir travailler étroitement avec les nouveaux membres élus du Conseil de sécurité, qui apporteront de nouvelles idées et de nouvelles perspectives à nos délibérations. Bien entendu, nous regretterons les cinq membres sortants, qui nous ont généreuse-

ment prodigué de sages conseils lorsque nous les avons rejoints au début de l'année. Deux années ne suffisent pas pour opérer le type de changements proposés aujourd'hui par un grand nombre d'orateurs sur les méthodes de travail du Conseil. De tels changements nous échapperont toutefois, à moins que la pression en faveur du changement soit maintenue par les groupes successifs de membres élus.

M. Andjaba (Namibie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Président du Conseil de sécurité, l'Ambassadeur Sergey Lavrov de la Fédération de Russie, pour sa présentation éloquente et objective du rapport de cette année du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. Effectivement, en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, la Namibie attache une grande importance à cette pratique, qui est maintenant en vigueur depuis sept ans.

Il ressort clairement du rapport que l'on a consacré beaucoup de temps aux questions africaines au cours de la période à l'examen. Néanmoins, l'Afrique continue de faire face à des problèmes croissants et pressants, qui exigent des efforts concertés de la part du Conseil de sécurité et de l'ensemble de la communauté internationale.

Le Conseil de sécurité a appuyé les efforts régionaux pour le règlement des conflits sur le continent. Cependant, nous croyons que la résolution de ces problèmes ne devrait pas incomber exclusivement aux Africains. Le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités et ne pas les déléguer à des groupes sous-régionaux ou régionaux si l'on souhaite maintenir la crédibilité de cet organe international.

Au lendemain des conflits, il importe de prendre des mesures de consolidation de la paix après les conflits. Il est tout aussi important de mettre l'accent sur la prévention et de réduire au minimum le risque de réapparition des crises.

L'Afrique est déterminée à promouvoir le recours aux moyens pacifiques pour le règlement des conflits que connaît le continent. Le Mécanisme de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits est un outil précieux pour notre continent et doit être entretenu, appuyé et renforcé. Le Mécanisme symbolise la détermination concrète de notre continent d'assumer pleinement ses responsabilités. À cette fin, l'OUA aura besoin de la pleine coopération des États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

En adoptant les résolutions 1234 (1999) et 1258 (1999), par exemple, le Conseil de sécurité a pris les premières mesures sur la voie du règlement du conflit en République démocratique du Congo. Nous attendons avec

intérêt le plein déploiement d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies dans ce pays pour faciliter l'application de l'Accord de cessez-le-feu en République démocratique du Congo.

L'adoption imminente d'une résolution du Conseil de sécurité pour déployer 6 000 militaires en Sierra Leone stabilisera la situation dans ce pays et fera que la paix soit possible. Nous attendons avec intérêt un déploiement rapide de cette opération de maintien de la paix. On devrait également examiner d'autres situations en Afrique.

Le Secrétaire général n'a pas ménagé ses efforts face à d'autres problèmes africains. Par ailleurs, le Conseil de sécurité a tenu l'an dernier la séance ministérielle bisannuelle sur le rapport du Secrétaire général sur l'Afrique, au cours et à la suite de laquelle des résolutions et des déclarations présidentielles ont été adoptées. Nous espérons sincèrement que les recommandations figurant dans ces résolutions et déclarations seront appliquées par le Secrétariat, par les États Membres et par d'autres protagonistes importants.

Le Conseil de sécurité a accordé une mûre réflexion au sort des civils, et en particulier des enfants, en période de conflit armé. Nous sommes heureux de constater que les souffrances de ces membres silencieux de la société ont été reconnues et que le Conseil de sécurité et tous les organes compétents des Nations Unies poursuivent leurs efforts pour remédier à leur sort.

La question de la réforme du Conseil de sécurité est essentielle à l'efficacité, à la crédibilité et à l'autorité du Conseil. Bien que quelques progrès aient été réalisés dans le sens d'une plus grande transparence et d'un meilleur accès aux travaux du Conseil, il reste encore beaucoup à faire. La transparence ne va pas gêner les travaux du Conseil. Elle ne peut que mettre en valeur ses activités.

La position de la Namibie à l'égard de la réforme du Conseil de sécurité est claire. Nous sommes en faveur de l'élargissement du Conseil de sécurité pour refléter la réalité de l'augmentation spectaculaire du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies, qui s'élève à 188 depuis septembre de cette année.

Nous souhaitons la bienvenue au Mali et à la Tunisie, qui ont récemment été élus au Conseil, et nous tenons à remercier la Gambie et le Gabon de leurs contributions précieuses aux travaux du Conseil. De même, nous nous réjouissons à l'idée de travailler de concert avec le Bangladesh, la Jamaïque et l'Ukraine pour nous acquitter des responsabilités du Conseil de sécurité.

M. Kumalo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un honneur de prendre la parole devant les Membres de l'Organisation des Nations Unies pour commenter le rapport du Conseil de sécurité (A/54/2). Je voudrais remercier le Président en exercice du Conseil de sécurité, l'Ambassadeur Lavrov de la Fédération de Russie, de nous avoir présenté ce rapport. Je tiens également à remercier les membres du Conseil de sécurité des efforts qu'ils ont déployés pour réaliser ce rapport détaillé.

Le rapport du Conseil de sécurité montre qu'au cours de l'année écoulée, le Conseil s'est efforcé de traiter d'une large gamme de conflits, à la fois nouveaux et de longue date, dont les effets tragiques — en particulier sur les civils — la portée et la complexité ont grandement menacé le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le rapport montre que la faculté et la volonté du Conseil de sécurité de faire face aux conflits en temps opportun et de manière cohérente et impartiale ont été mises à rude épreuve. Ces manquements, comme l'a fait observer le Secrétaire général dans son allocution à l'Assemblée, ne font que refléter notre incapacité à concilier la nécessité d'une légitimité universelle et la nécessité de défendre les droits de l'homme de manière efficace.

Au vu du bilan de nos échecs collectifs, en particulier en Afrique dans des pays comme l'Angola, le Rwanda ou la Somalie, il est donc compréhensible que certains événements qui se sont produits au cours l'année écoulée aient conduit de nombreux Membres de l'Organisation, sinon la plupart, au pessimisme.

Mais, dans le même temps, le Conseil s'est efforcé, sur sa lancée, d'améliorer la transparence de ses travaux en organisant, notamment, des débats publics portant sur de nombreux problèmes importants. Nous sommes convaincus que ces mesures sont le signe de la reconnaissance, de la part du Conseil, de l'importance de maintenir un dialogue transparent et soutenu avec l'ensemble des Membres de l'Organisation sur les principales questions relatives à la paix et la sécurité mondiales.

Cependant, pour que cette tendance soit constructive, il faudrait que les débats publics du Conseil ne portent pas seulement sur des questions thématiques — je ne veux pas, toutefois, insinuer que celles-ci ne sont pas importantes — et que des séances publiques soient régulièrement consacrées aux mesures concrètes qui pourraient être prises pour régler des conflits spécifiques et, ce qui est encore plus important, prévenir des conflits potentiels.

En bref, le Conseil doit se consulter régulièrement avec l'ensemble des États Membres. L'autre voie, à savoir continuer à faire comme si de rien n'était n'est pas souhaitable.

Dans ce contexte, au cours de l'année écoulée, les nombreux cas témoignant du manque de cohérence du Conseil en matière de règlement des conflits nous ont inspiré peu de confiance. Je pense ici aux controverses qui ont caractérisé la démarche du Conseil face à des problèmes tels que la crise au Kosovo, les sanctions contre la Libye, l'impasse au sujet de l'Iraq, la spirale de violence au Timor oriental, les guerres à large échelle de type classique qui ont éclaté en Afrique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, notamment entre l'Érythrée et l'Éthiopie ou encore en République démocratique du Congo et dans les régions alentour.

Dans ce contexte, de nombreux Membres ont, une fois de plus, été amenés à remettre en question, pour des raisons justifiées, le bien-fondé et les capacités du Conseil, ainsi que la nature patriarcale et le caractère illogique de sa composition et de sa répartition des pouvoirs actuelles.

Le Président Mbeki a souligné les mêmes préoccupations lors de l'allocution qu'il a prononcée devant l'Assemblée générale, le mois dernier, quand il a dit :

«l'exigence imposée à l'Organisation des Nations Unies ... de prévenir le déclenchement de conflits crée à l'Organisation l'obligation d'apparaître à tous les gouvernements et à tous les peuples comme un interlocuteur véritablement impartial et un pacificateur.»
(A/54/PV.4, p. 10)

Toutefois, je suis heureux de pouvoir dire que des signes prometteurs sont apparus récemment. On a été témoins d'événements et de réalisations positifs dans le cas du Kosovo et du Timor oriental qui ont été accompagnés d'autres signes encourageants portant à croire que le Conseil de sécurité fera peut-être preuve, dans d'autres situations de conflit, notamment en Afrique, de l'attention et de la détermination — conjuguées à un mandat approprié — qui se sont récemment avérées cruciales pour traiter des crises au Kosovo et au Timor oriental.

Si elle se concrétise, cette nouvelle tendance positive impulsée par le Conseil constituera en soi une réponse appropriée et constructive à la détermination de même nature de l'Afrique et de ses organisations régionales et sous-régionales de prendre en main leur propre destinée grâce à des actions régionales visant à régler les conflits en

Sierra Leone, en République démocratique du Congo et au Burundi.

Notre demande est simple et tout à fait raisonnable : que les Nations Unies encouragent les efforts locaux en prenant des mesures importantes et appropriées, et en temps voulu, conformément aux vœux du continent. Il importe particulièrement que les actions sincères menées par la région pour prévenir et régler les conflits soient appuyées par des mandats pertinents du Conseil de sécurité.

L'Afrique du Sud espère que dans les jours, semaines et mois à venir, ce dialogue naissant entre le continent africain et le Conseil de sécurité se poursuivra et qu'il sera déterminant pour rétablir une paix durable en Sierra Leone et en République démocratique du Congo, mais aussi pour régler les autres conflits auxquels le continent doit encore faire face.

Les Africains, quant à eux, font des efforts pour assurer que la recherche de solutions locales aux conflits africains s'accompagne d'initiatives locales visant à démocratiser davantage les institutions nationales et régionales, à renforcer la culture de respect des droits de l'homme ainsi que les domaines connexes de la gestion des affaires publiques et des politiques durables de développement économique et social.

Nous espérons sincèrement que, si un nouvel esprit de coopération et de transparence préside aux échanges actuels entre le Conseil de sécurité et les États Membres, ce même esprit se manifesterait dans le cadre du débat portant sur la réforme de la composition et des méthodes de travail du Conseil de sécurité au cours de l'année à venir.

Notre capacité ou notre incapacité futures à prévenir et à régler les conflits dépendra en grande partie de la volonté et de l'action collectives des Membres de l'Organisation et, notamment, d'un Conseil de sécurité représentatif de l'ensemble des Membres.

Comme l'a fait observer le Président Mbeki, il faudra faire preuve de «courage moral et intellectuel» pour relever ce défi.

M. Kolby (Norvège) (*parle en anglais*) : Ma délégation se réjouit de cette occasion d'examiner le rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale pour la période du 16 juin 1998 au 15 juin 1999. Nous remercions l'Ambassadeur Sergey Lavrov, Président du Conseil pour ce mois, de son excellente présentation du rapport.

Le rapport annuel reprend les multiples activités du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Au cours de la dernière décennie, nous avons vu la communauté internationale se tourner de plus en plus vers l'Organisation des Nations Unies pour trouver des solutions, ce dont la Norvège se félicite. La sécurité collective de la communauté internationale dépend de l'attachement des États Membres à la coopération multilatérale et de leur respect de la responsabilité primordiale du Conseil de sécurité en matière de prévention des conflits et de préservation de la paix.

L'Assemblée générale, à son tour, est légitimement intéressée à être pleinement informée des activités du Conseil. Le rapport annuel doit être aussi informatif que possible. La Norvège apprécie les efforts déployés pour rendre le rapport encore plus facile à utiliser et utile à tous les Membres. Nous encourageons le Conseil à poursuivre dans cette direction.

La répartition des tâches entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, prévue par la Charte des Nations Unies, doit être respectée. Rien ne doit être fait qui puisse réduire la capacité du Conseil à s'acquitter efficacement de sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Par ailleurs, il est clair que les questions de paix et de sécurité sont étroitement liées aux questions qui relèvent de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général a précisément souligné les liens qui unissent les efforts de l'ONU en matière de paix et de développement et la nécessité d'une coordination entre les divers organes de l'ONU.

L'Assemblée générale a la responsabilité de domaines fondamentaux comme la réduction de la pauvreté, l'aide au développement, la consolidation de la paix, les droits de l'homme et l'environnement. Ces domaines sont essentiels à la compréhension et au traitement des causes profondes des conflits. La Norvège souligne donc la nécessité d'adopter une approche globale impliquant une coopération étroite entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

La Norvège a toujours souligné combien il importe d'améliorer la transparence et l'ouverture des travaux du Conseil de sécurité. Des progrès ont d'ailleurs été réalisés à cet égard au cours de ces dernières années. Nous nous félicitons de la mise en place de pratiques à la fois régulières et informelles de partage des informations avec les États non membres. La Norvège apprécie la pratique qui consiste à tenir des débats d'orientation ouverts sur les questions importantes à l'ordre du jour du Conseil. De tels débats

devraient garantir la prise en compte du point de vue des Membres de l'ONU dans les délibérations du Conseil.

La Norvège voudrait réaffirmer son appui à l'idée que le Conseil doit envisager l'organisation de séances à but essentiellement informatif — comme des exposés du Secrétaire ou de Représentants spéciaux ou du Secrétaire général — sous la forme de séances publiques plutôt que de consultations plénières. Cela n'empêcherait pas, bien sûr, le Conseil de procéder, après ces exposés, à des consultations privées sur la question.

La transparence et l'ouverture sont particulièrement importantes en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, qui impliquent la participation de forces et de personnel d'un grand nombre de pays autres que les membres du Conseil de sécurité. Toutes les nations qui fournissent des contingents, dont celles qui participent par l'envoi de personnel civil aux opérations multifonctionnelles, ont légitimement le droit et le besoin d'être consultées lorsque ce genre d'opérations sont débattues. Avant d'envisager un mandat d'opération de maintien de la paix, tous les participants potentiels devraient avoir la possibilité de faire connaître leurs vues. La Norvège se félicite des mécanismes qui ont été mis en place à cette fin. Il incombe à tous les membres du Conseil et à tous les fournisseurs de contingents d'utiliser pleinement ces mécanismes.

Les organisations régionales et sous-régionales sont devenues ces dernières années des instruments encore plus importants dans les efforts de promotion de la paix et de la sécurité internationales de l'ONU. Dans les Balkans, l'ONU travaille avec des organisations telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'Union européenne et d'autres, à rétablir la paix et la stabilité. En tant que Président en exercice de l'OSCE pour cette année, la Norvège a recherché l'établissement de relations plus étroites avec le système des Nations Unies, et une interaction plus étroite entre les diverses organisations participant au maintien de la paix et à la consolidation de la paix après les conflits dans la zone couverte par l'OSCE.

En Afrique, l'Organisation de l'unité africaine et les organes sous-régionaux comme la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et d'autres jouent un rôle crucial en tant que partenaires de coopération, en complétant les efforts de paix et de développement de l'ONU. La Norvège est fière de travailler en étroite collaboration avec ces organisations et les gouvernements nationaux à la gestion des conflits et à la coopération au développement en

Afrique. Il est fondamental que le Conseil de sécurité reste pleinement engagé dans la résolution des conflits sur le continent africain, et donne ainsi l'impulsion voulue aux progrès constatés dans de multiples domaines.

Le Conseil de sécurité reste au coeur des efforts déployés par la communauté internationale en faveur d'une paix et d'une sécurité durables pour les nations du monde. Et c'est bien ainsi. Aux portes d'un nouveau siècle, il importe au plus haut point pour tous les Membres de l'ONU que l'autorité du Conseil reste forte et intacte. Le Conseil de sécurité peut, bien sûr, compter sur l'engagement et l'appui total de la Norvège.

M. Nejad Hosseinian (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer à ceux qui m'ont précédé pour exprimer mes remerciements à l'Ambassadeur Sergey Lavrov, Représentant permanent de la Fédération de Russie et Président du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre 1999, qui nous a présenté le rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale.

Ma délégation se félicite de l'occasion offerte à tous les Membres de l'ONU de passer en revue les travaux du Conseil de sécurité et d'en discuter. En tant qu'organe de l'ONU chargé de la principale responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales — responsabilité qui lui est conférée par tous les Membres de l'ONU — le Conseil de sécurité joue un rôle déterminant, ayant des répercussions directes sur les intérêts de tous les États Membres.

L'Assemblée générale examine maintenant le rapport du Conseil conformément non seulement à l'Article 15, paragraphe 1, et à l'Article 24, paragraphe 3, de la Charte, comme le précise l'introduction du rapport, mais également à la lumière de l'Article 24, paragraphe 1 de la Charte. Ce paragraphe stipule en effet que la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales conférée au Conseil de sécurité n'est pas un droit intrinsèque du Conseil mais une responsabilité qui lui est conférée par tous les Membres. Il précise d'autre part que les Membres ont convenu, dans le climat qui régnait il y a 54 ans, qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité, le Conseil de sécurité agit en leur nom.

Nous accordons donc, en tant que membre de l'Assemblée générale, une importance considérable à ce point de l'ordre du jour, car chacun des Membres de l'ONU, sans exception, souhaite savoir non seulement ce que le Conseil de sécurité fait en leur nom mais également pourquoi et comment il le fait. Malheureusement, ce rapport de 476 pages figurant dans le document A/54/2 couvrant la période

allant du 16 juin 1998 au 15 juin 1999 nous dit seulement ce que le Conseil de sécurité a fait. Il n'y a pratiquement pas — ou très peu — d'analyse des leçons tirées des événements, malgré des appels répétés de la part de l'ensemble des membres qui souhaitent simplement être mieux informés.

Le rapport continue d'être en grande partie une liste de documents. Or il doit contenir des informations sur les consultations officielles plénières au cours desquelles les principales décisions sont prises. Ils devrait inclure non seulement les dates de chaque consultation officielle, les sujets qui y ont été abordés, mais également un bref compte rendu des discussions.

Les consultations officielles qui ont eu lieu entre les membres du Conseil, sur des questions essentielles à la paix et la sécurité mondiales, touchent de très près les intérêts vitaux des autres États. Ces consultations sont normalement la base des résolutions et des déclarations du Conseil de sécurité, déclarations et résolutions auxquelles les autres membres contribuent très peu. Bien entendu, nous reconnaissons les exigences de célérité, d'efficacité et parfois de confidentialité dans la prise de décision du Conseil de sécurité. Toutefois, ces considérations ne justifient pas une interprétation très étriquée de l'Article 31 de la Charte des Nations Unies en vertu duquel on empêche des États Membres intéressés de contribuer aux décisions du Conseil, ou alors pire, on refuse de mettre à temps à leur disposition des informations importantes sur les décisions du Conseil, leur formulation et les processus de leur mise en oeuvre.

Cela ne nous fait pas nier le fait qu'au cours des dernières années, le Conseil a pris un certain nombre d'initiatives pour assurer une plus grande transparence de ses méthodes de travail et de son rapport et les rendre plus informatifs. Nous saluons ces efforts et nous les encourageons, même si nous ne pensons pas qu'ils soient suffisants.

Nous sommes heureux de constater que la plupart des évaluations mensuelles du travail du Conseil de sécurité par la Présidence tournante du Conseil figurent dans ce rapport. Ces évaluations servent de complément d'information très utile. Nous espérons que toutes les évaluations présidentielles mensuelles continueront d'évoluer et vont contenir de moins en moins de descriptions pour faire une plus large place aux évaluations conceptuelles et analytiques du travail du Conseil de sécurité.

L'organisation d'une réunion d'information par la présidence du Conseil à l'intention des États non membres du Conseil à la fin de chaque séance officielle est une

mesure qu'on doit saluer. Nous pensons que cette mesure positive pourrait être renforcée et pourrait devenir plus utile si elle était plus structurée et plus uniforme. En ce moment, il semble que nous soyons dans un cercle vicieux. Le nombre insignifiant de représentants d'États Membres, qui assistent aux réunions d'information est de nature à décourager le Président du Conseil de sécurité d'organiser de telles séances d'information, mais d'autre part, les représentants des États Membres perdent tout intérêt lorsque le Président du Conseil de sécurité ou son représentant ne sont pas communicatifs ou ne donnent que peu d'informations. Ma délégation souhaite rappeler la suggestion qu'elle avait faite sur cette question, au cours du débat général, à savoir que les séances d'information officielles des Présidents du Conseil soient publiées en tant que communiqué de presse le même jour ou le jour suivant, et que le rapport annuel du Conseil y renvoie le lecteur.

Il y a deux ans, le 29 octobre 1997, lors de l'examen de cette question à l'Assemblée générale, ma délégation a posé une question à propos de la couverture des travaux du Comité d'état-major. Je voudrais noter que dans le rapport de cette année, 26 lignes sont consacrées aux travaux du Comité d'état-major, ce qui représente une augmentation de 600 % par rapport aux rapports des deux dernières années. Nous considérons que c'est là un premier pas dans la bonne direction.

Le Conseil de sécurité a eu à faire face à de nombreuses crises cette année. La tragédie humaine du Kosovo a constitué un test pour le Conseil de sécurité sur notre monde en mutation. Il ne serait même pas exagéré d'insinuer que même les membres permanents du Conseil de sécurité ne sont pas satisfaits de ses performances, à plus forte raison, les autres Membres de l'ONU, eux qui estiment généralement que le Conseil ne s'est pas acquitté de ses responsabilités au titre du Chapitre VII de la Charte, et qu'il a plutôt renoncé à ces responsabilités en s'en désistant au profit d'une alliance militaire régionale. Cela devrait éveiller notre attention à tous : si le Conseil n'est pas mis à jour et démocratisé, le concept de sécurité collective énoncé dans la Charte risquerait d'être compromis maintes et maintes fois dans l'avenir et le Conseil sera ainsi incapable de s'acquitter de la responsabilité que lui ont confiée initialement les États Membres.

Le noeud de l'affaire se trouve dans le droit de veto, une pratique anachronique et antidémocratique. Nous pensons que l'expérience vécue par le Conseil l'année dernière, notamment au Kosovo, du fait des graves conséquences qu'elle a eues sur son autorité et sa crédibilité, mérite un rapport spécial du Conseil à l'Assemblée générale, au titre

de l'Article 15 de la Charte. Ce rapport devrait passer en revue les problèmes auxquels le Conseil a dû faire face, l'impasse dans laquelle il se trouvait, les causes de cette situation et la manière dont le Conseil envisage de régler une situation similaire à l'avenir. La position de ma délégation sur la question du veto a été clairement exprimée dans la position du Mouvement des pays non alignés, et qui est en cours d'examen dans le comité spécial qui traite de la réforme du Conseil de sécurité.

Une autre question importante et qui est liée à l'expérience vécue par le Conseil au Kosovo et qui a été largement abordée dans la déclaration du Secrétaire général est celle de l'intervention humanitaire. Il est plus qu'évident que la communauté internationale ne peut et ne doit pas se tenir à distance au moment où des massacres et des violations massives des droits de l'homme sont perpétrés à l'intérieur d'un État. Cependant, comme le principe de la souveraineté des États continue d'être la pierre angulaire des relations internationales basées sur le droit, on doit avoir soin d'éviter d'en délibérer dans une atmosphère qui ne peut se prêter à un processus véritablement délibératif qui permette à tous les États de contribuer adéquatement au raffinement de ce concept.

M. Singhvi (Inde) (*parle en anglais*) : Que l'Assemblée nous permette, à ma délégation et à moi-même, de témoigner notre reconnaissance au Président du Conseil de sécurité d'avoir introduit le rapport du Conseil. Nous voudrions également saisir cette occasion pour féliciter le Bangladesh, la Jamaïque, le Mali, la Tunisie et l'Ukraine de leur élection au Conseil de sécurité. Élus par l'Assemblée générale sur la base des critères figurant à l'Article 23 de la Charte, les membres non permanents aident contribuer à renforcer un peu plus la représentativité du Conseil et à rendre le système — avec tous ses défauts — un peu moins imparfait.

Il est clairement stipulé dans la Charte que le Conseil de sécurité est l'un des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies et qu'il est chargé de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité au nom de tous les Membres de l'Organisation. C'est la raison pour laquelle au paragraphe 3 de l'Article 24 et à l'Article 15 de la Charte, il est demandé au Conseil de sécurité de soumettre et à l'Assemblée générale de recevoir et d'examiner des rapports annuels et des rapports spéciaux. La présentation du rapport annuel du Conseil de sécurité pour examen à l'Assemblée générale établit le lien constitutionnel de l'obligation redditionnelle du Conseil de sécurité vis-à-vis de l'Assemblée générale, même si pour des raisons évidentes, la responsabilité principale du maintien de la paix et de

la sécurité internationale est confiée au Conseil de sécurité par la Charte, qui accorde une place d'honneur aux membres du Conseil.

Cette responsabilité principale doit être perçue dans le contexte de la composition du Conseil de sécurité, de l'élection de tous les membres non permanents par l'Assemblée générale, de la disposition de la Charte qui stipule que le Conseil de sécurité agit au nom de tous les Membres et de l'avertissement crucial qui lui est donné d'avoir à rendre compte en présentant des rapports pour examen à l'Assemblée générale. Ces rapports sont comme le lien qui relie le Conseil de sécurité à l'Assemblée générale et la boucle qui les tient ensemble. Une analyse de cet instrument fondamental des Nations Unies montre que la responsabilité principale et pénultième du Conseil de sécurité est liée à l'examen de son rapport par l'Assemblée générale. Nous engageons donc le Conseil de sécurité de se limiter strictement, en s'acquittant de cette responsabilité principale, au mandat prévu par la Charte, de répondre aux commentaires et aux discussions de l'Assemblée générale et d'être transparent dans ses procédures. Seul le strict respect de ces normes peut garantir et renforcer une relation constitutionnelle saine entre les deux principaux organes, à savoir, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

L'Assemblée générale a inclus ces normes dans sa résolution 51/193 de 1996, qui a été adoptée en vue d'améliorer les procédures d'établissement de rapports du Conseil de sécurité. Dans cette résolution, l'Assemblée générale demande au Conseil de sécurité d'inclure notamment des informations sur les consultations plénières tenues avant qu'il ne prenne une décision ou ne délibère sur des questions relevant de son mandat, ainsi que sur le processus qui a abouti aux décisions prises; d'indiquer dans quelle mesure les résolutions de l'Assemblée générale relatives à des questions relevant de la compétence de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ont été prises en considération par le Conseil en prenant ses décisions; et de renforcer encore la section du rapport qui a trait aux mesures prises par le Conseil pour améliorer ses méthodes de travail.

Bien que des changements de bon aloi aient été introduits, le rapport du Conseil actuellement sous examen n'a pas totalement suivi la lettre et l'esprit de la résolution 51/193 de 1996. Par conséquent, l'Assemblée générale, à laquelle il est demandé, en vertu de la Charte, d'examiner le rapport, se retrouve en mauvaise posture. L'examen du rapport par l'Assemblée générale n'est pas un creux rituel; c'est pourquoi nous rappelons les raisons et le besoin impérieux de continuer d'améliorer la façon de faire rapport.

Le problème posé par un système d'établissement de rapport inadéquat et insatisfaisant est aggravé par le fait que le Conseil de sécurité a adopté le système de se réunir à huis clos, non pas rarement ou à titre exceptionnel mais pratiquement en règle générale. Une réunion à huis clos dans des circonstances extraordinaires pourrait avoir quelque justification mais quand cela prend la forme et la fréquence d'une manie, c'est une violation du principe de transparence et d'ouverture, qui est le leitmotiv de notre époque. Le Règlement intérieur du Conseil n'approuve pas cette pratique. L'article 48 stipule que le Conseil de sécurité siège en public, à moins qu'il n'en décide autrement. Cet article sous-entend donc clairement qu'en temps ordinaire, le Conseil de sécurité siège en public à moins qu'il n'en décide autrement pour des raisons valables et impérieuses. La plupart du temps, il n'y a pas de raison impérieuse, et pourtant il est devenu tout à fait courant de s'écarter de la norme qui veut que le Conseil siège en public.

Les peuples du monde, au nom desquels la Charte a été proclamée, ont le droit de savoir. Les Membres de l'Organisation des Nations Unies, petits et grands, ont le droit de savoir. Voilà pourquoi nous avons besoin de beaucoup plus de lumière, d'une nouvelle norme et nouvelle qualité de franchise, un nouveau sens de reddition de compte pour recouvrir et légitimer le pouvoir et la responsabilité. Délibérer à huis clos et en annoncer les résultats officiellement au monde n'est plus une procédure acceptable pour la société ouverte vers laquelle le monde se dirige.

La question a déjà été soulevée lors des discussions au sein du Groupe de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale sur la restructuration du Conseil de sécurité et lors des débats précédents sur le rapport du Conseil de sécurité. Les non-membres du Conseil et les membres non permanents du Conseil se sont plaints, de par le passé, d'un manque de transparence dans les travaux du Conseil. Je voudrais rappeler que d'après les comptes rendus des délibérations de l'an dernier, les représentants, l'un après l'autre, avaient souligné et reconnu la nécessité de renforcer la transparence. Il a été convenu que la transparence s'appliquait non seulement à la façon dont le Conseil s'acquitte de ses tâches, mais également à la façon dont les travaux sont présentés dans les rapports et consignés aux archives; et qu'il fallait remédier au déséquilibre entre les séances publiques du Conseil et les consultations officielles plénières, de loin les plus fréquentes. La question a été débattue pendant longtemps, mais aucun progrès réel n'est en vue malgré le chœur des voix concordantes qui, une fois de plus, caractérise le débat cette année.

J'ajouterais que le principe de la transparence s'applique non seulement aux délibérations du Conseil, mais également aux travaux de ses organes subsidiaires, afin d'éviter le genre de débat divergent de l'an dernier sur le fonctionnement de la Commission spéciale des Nations Unies sur l'Iraq.

En dehors des lacunes dans les procédures d'établissement de rapports et dans les réunions à huis clos, il y a une faille sous-jacente plus profonde, une maladie qui dénote une perte de vision morale et d'éthique démocratique dans la représentation au Conseil de sécurité. Nous sommes confrontés à bien des problèmes aujourd'hui, à cause de la façon dont le Conseil de sécurité est structuré. La structure et la composition du Conseil de sécurité ne sont manifestement plus en harmonie avec les réalités sur le terrain et ne répondent plus aux aspirations et attentes des membres de la communauté internationale. La solution se trouve dans la réforme et la restructuration complètes du Conseil. L'inclusion de pays en développement dans la catégorie des membres permanents rendrait le Conseil plus représentatif, plus pertinent et plus vibrant. Cela le rendrait également plus efficace, car les actions du Conseil se verraient ainsi soutenues par un secteur beaucoup plus large de la communauté internationale. Nous aborderons cette question plus en détail au cours du débat sur le point de l'ordre du jour intitulé «Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes». Il suffit de dire que la restructuration du Conseil de sécurité est un impératif moral et une nécessité pratique. Nous sommes consternés de voir qu'il y a des retards injustifiés à traduire dans la réalité les idées de base de la restructuration. Il y a un risque que les retards dans la restructuration ne rendent le système moins pertinent, moins efficace et quelque peu moribond. Voilà pourquoi la restructuration est tellement urgente.

Le Conseil de sécurité s'est déclaré, à juste titre, préoccupé par l'impact du terrorisme sur la paix et la sécurité internationales. Heureusement, la résolution adoptée par le Conseil de sécurité hier montre que cette préoccupation constitue un premier pas et qu'elle donnera lieu, éventuellement, à une action décisive. Nous félicitons le Conseil de sécurité pour sa détermination de mener un combat commun contre le terrorisme dans le monde entier. Nous convenons avec la position de consensus du Conseil de sécurité exprimée lors de la réunion d'hier que nous ne devons pas nous laisser dissuader par de faux arguments à propos des justes causes et prétentions sur le caractère soi-disant politique des actes de terrorisme. Espérons que nous allons maintenant pouvoir avancer dans la direction d'un régime mondial permettant de mettre efficacement hors la

loi le terrorisme, quelles qu'en soient les prétentions et les excuses.

Le spectre du terrorisme hante et menace la civilisation elle-même. Il met en péril notre avenir commun. Le terrorisme organisé est un instrument politique pour certains États et le terrorisme perpétré par des individus et des groupes égarés pose un danger clair et réel pour la paix et la sécurité internationales. Les terroristes sont financés, formés, encouragés, aidés et utilisés par les gouvernements qui entretiennent des terroristes et des groupes terroristes, les protègent, les parrainent en usant de tactiques dignes de romans de cape et d'épée et leur accordent des abris sûrs. Un tel terrorisme parrainé par des États n'a absolument pas sa place dans les relations internationales contemporaines. Il n'y a souvent qu'un pas entre les troupes des États parrainant le terrorisme et les intrus, les agents infiltrés, les saboteurs et les mercenaires terroristes, qui sont utilisés sans scrupules. L'objectif du terrorisme parrainé par des États est de déstabiliser d'autres pays et d'autres gouvernements, en violation flagrante de la courtoisie et des conventions du droit international ainsi que des relations amicales entre nations souveraines. Cela met en danger la paix et la sécurité internationales.

Le Conseil de sécurité doit faire montre de la volonté politique de s'attaquer à ce problème et de le combattre. À cette fin, la communauté internationale doit maintenant préparer une convention mondiale et un plan mondial pour attaquer et détruire le terrorisme, faciliter l'extradition et empêcher et châtier le terrorisme partout.

L'Afghanistan demeure une source de profonde angoisse pour la paix et la sécurité dans le monde. Nous compatissons avec le peuple afghan, qui est en proie aux affres d'un conflit tragique, à des affrontements et à des crises. Les causes de cette tragédie sont évidentes. Dans un climat d'hostilité intense et de méfiance omniprésente, la communauté mondiale a un rôle vital à jouer. Nous saluons les mesures récentes prises par le Conseil à propos de l'Afghanistan, qui doivent être suivies régulièrement, avec persistance et détermination. Le Conseil de sécurité a maintes fois exprimé sa grave préoccupation face aux événements en Afghanistan et souligné la nécessité de parvenir à un règlement politique pacifique. Faisant toutefois fi des avis et des décisions du Conseil, les Taliban ont lancé une nouvelle offensive en juillet de cette année. En adoptant la résolution 1267 (1999) la semaine dernière, le Conseil a donné une autre chance aux Taliban pour qu'ils cessent d'appuyer le terrorisme international. Nous espérons et souhaitons qu'ils écouteront la voix de la communauté mondiale et que la misère et les souffrances du peuple

afghan soient allégées. Malheureusement, nos espoirs sont otages du désespoir. En tant que voisin, l'Inde considère la situation en Afghanistan avec une vive préoccupation. Nous espérons que le Conseil de sécurité accordera l'attention prioritaire qu'il mérite au problème de l'Afghanistan.

Alors que les organisations régionales ont un rôle dans le maintien de la paix conformément à la Charte, la responsabilité première du maintien de la paix et de la sécurité internationales incombe au Conseil de sécurité. Ce rôle du Conseil de sécurité a été rongé, contourné et sapé par les faits survenus ces dernières années. Il s'agit là d'une tendance troublante qui soulève de nombreuses questions sans réponses. Dans certains cas, les organisations régionales ne disposent pas de ressources, ou n'ont pas le mandat ou la perspective ou le visage international nécessaire pour le maintien de la paix et de la sécurité. La délégation ou l'abandon de la responsabilité du Conseil en matière de maintien de la paix dans de tels cas créeraient simplement un vide chaotique. Même dans les cas où les organisations régionales disposent des capacités militaires, elles n'ont pas le caractère universel de l'Organisation des Nations Unies et risquent de refléter des contraintes régionales ou des approches étroites et limitées. Leurs actions pourraient donc paraître partisans, à moins qu'elles ne disposent d'un mandat découlant directement du Conseil de sécurité et ne fonctionnent sous son égide.

Le Secrétaire général l'a dit avec justesse dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation,

«si la responsabilité principale du Conseil de sécurité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales est rejetée, c'est le fondement même du droit international, incarné par la Charte, qui est remis en question.» (A/54/I, par. 69)

Il a ajouté:

«Il n'existe aucune autre base juridique universellement acceptée permettant d'intervenir pour mettre fin à la violence.» (*Ibid.*)

Nous estimons que le rôle du Conseil de sécurité consistant à autoriser et à entreprendre des opérations de maintien de la paix, lorsque cela est nécessaire, doit être renforcé, et la base juridique universellement acceptée pour mettre fin à la violence doit être réparée et rétablie. Nous ne pouvons pas considérer avec équanimité la relégation de la Charte et la relégation du Conseil de sécurité au rôle de spectateur passif alors que leur véritable rôle est contourné.

Les actions du Conseil doivent être plus claires, plus équitables et orientées vers un but. Le Conseil doit donner l'image d'un organe qui agit avec impartialité, et d'une manière cohérente et décisive. Par exemple, le rôle du Conseil dans la gestion du programme pétrole contre nourriture pour l'Iraq, en vertu duquel les membres du Conseil décident quels contrats approuver ou mettre en attente, a donné lieu à une situation où des centaines de contrats d'une valeur de plus de 450 millions de dollars ont été mis en attente, sans qu'on puisse prendre une autre voie efficace ou indépendante pour améliorer la situation.

Nous saluons le débat du Conseil de sécurité sur l'Afrique, auquel l'Inde a participé. Dans le passé, on n'avait pas tenu compte des signaux d'alerte. Assez souvent, le Conseil de sécurité n'a pas réagi à temps aux crises africaines ni tenu ses engagements envers l'Afrique. Nous constatons que certaines nouvelles initiatives sont sur pied. Nous sommes prêts à donner notre appui et à participer aux opérations en Sierra Leone et en République démocratique du Congo. On ne peut pas nier que les problèmes de l'Afrique exigent une solution globale avec l'apport et la contribution d'autres organes des Nations Unies. Cela a été reconnu par la résolution 1170 (1998) du Conseil de sécurité, qui a exprimé l'espoir que l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et d'autres organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies et les institutions financières internationales examineraient le rapport du Secrétaire général et prendraient des mesures appropriées. La paix et la sécurité en Afrique dépendent d'un maximum d'effort préventif, d'une diplomatie multilatérale constructive et d'une ferme volonté de développement.

L'Inde est fière d'avoir été à l'avant-garde des pays fournisseurs de contingents dans la plupart des efforts de maintien de la paix des Nations Unies. Tout en appréciant l'interaction accrue et régulière entre le Conseil et les pays fournisseurs de contingents, nous pensons qu'il est possible d'améliorer la qualité de cette interaction. Il devrait y avoir plus de consultations avec les principaux pays fournisseurs de contingents, surtout avant qu'un changement ne soit apporté au mandat d'une opération.

Le Conseil de sécurité assume la responsabilité de régler les problèmes économiques des pays tiers touchés par les sanctions qu'il a autorisées. Bien que cette question soit débattue à la Sixième Commission depuis de nombreuses années, aucun progrès réel n'a été réalisé. Nous espérons que le Conseil se montrera résolu à rechercher des solutions et fera montre d'une volonté politique accrue de mettre en pratique l'Article 50 de la Charte. L'Article 50 dispose que si un État est touché par les mesures préventi-

ves ou coercitives prises par le Conseil de sécurité contre un autre État, il a le droit d'en référer au Conseil, qui a alors l'obligation de trouver une solution juste à ce problème.

Il existe un étrange paradoxe. Alors que certains tentent de dépouiller en douceur le Conseil de sécurité du rôle de maintenir la paix, dont il a la responsabilité en vertu de la Charte, il y a au Conseil une tendance à assumer un rôle proactif, et qui quelquefois n'est pas tellement objectif, dans de nombreux autres domaines comme les droits de l'homme, le désarmement ou le droit humanitaire international. Ce flou dans la distinction des rôles des différents organes ou organismes peut créer une confusion qui va à l'encontre des buts recherchés, ainsi que des conflits de juridiction, qu'il vaut mieux éviter.

Les Nations Unies consacrent une vision de la volonté de l'humanité d'aller au-devant de sa nouvelle destinée. Nous devons renforcer cette vision et revoir les structures et les modalités de procédures de l'ONU si nous voulons transformer cette vision en réalité vivante et insuffler un nouvel élan à l'Organisation à l'aube du XXIe siècle. Nous devons garder à l'esprit que la paix est une notion renfermant bien des splendeurs, ainsi que l'ont expliqué les sages et les prophètes de l'Inde ancienne, selon lesquels l'humanité est une grande famille et la quête de la paix dans l'espace intérieur et extérieur de la conscience humaine touche tant aux domaines social, scientifique, économique, religieux, politique ou écologique qu'éthique ou spirituel. La liberté, la paix et la justice, tout en étant liées, ont une dimension de sécurité, et cette dimension de sécurité a été confiée au Conseil de sécurité afin de préserver les générations futures des fléaux de la guerre, de la violence et des massacres. Je suis convaincu que le Conseil de sécurité deviendra un instrument permettant d'assouvir l'ardeur de nos espoirs et de notre volonté au XXIe siècle.

Nous espérons que le Conseil examinera comme il se doit les commentaires constructifs formulés aujourd'hui à l'Assemblée et qu'il en tiendra compte dans le cadre de ses travaux, de son approche des problèmes, de sa restructuration et de l'élaboration de son prochain rapport. Les chances de réussite de la grande expérience et de la grande entreprise humaines de solidarité incarnées par l'Organisation des Nations Unies reposent sur la réussite du Conseil de sécurité.

M. Petrella (Argentine) (*parle en espagnol*) : L'Argentine a l'honneur d'entretenir une coopération étroite avec la délégation de la Nouvelle-Zélande, qui s'associe à la déclaration suivante concernant les méthodes de travail du

Conseil de sécurité et, en particulier, la question de la transparence.

L'Ambassadeur de la Fédération de Russie, Sergey Lavrov, a présenté le rapport du Conseil de sécurité (A/54/2) à l'Assemblée générale. Nous le remercions de la déclaration qu'il a faite en sa qualité de Président du Conseil de sécurité.

Notre détermination à améliorer la transparence des méthodes de travail du Conseil de sécurité est bien connue. Je réaffirme que nous nous tenons à la disposition de tous les pays membres qui ne siègent pas au Conseil pour faire progresser le débat sur cette question qui revêt une importance essentielle dans le cadre du processus de réforme de l'Organisation.

L'évolution récente concernant les méthodes de travail du Conseil de sécurité a fait de la présidence de cet organe une fonction clef. La présidence est chargée chaque jour de présenter des comptes rendus aux autres membres des Nations Unies et aux médias. Elle est également responsable de la présentation et de la teneur des exposés mensuels qui figurent à l'annexe du rapport que nous examinons. De plus, le Président du Conseil a pour mandat de rencontrer les représentants des autres États Membres de l'Organisation. La délégation de ces responsabilités à la présidence offre des garanties supplémentaires de transparence car cela implique l'identification d'un responsable chargé de l'information.

Au terme d'un entretien avec le Secrétaire général, les cinq membres permanents ont fait, le 23 septembre dernier, une déclaration dans laquelle ils ont affirmé que toute tentative d'abolir le droit de veto desservirait le processus de réforme du Conseil de sécurité. Aujourd'hui, il faut toutefois reconnaître que l'exercice du droit de veto, tel qu'il est conçu par les membres permanents, est incompatible avec la volonté de l'écrasante majorité des Membres de l'Organisation. Si cela n'est pas véritablement compris, les efforts de réforme des méthodes de travail du Conseil de sécurité sont voués à l'échec.

Le rapport indique que plus de 50 réunions des pays contributeurs de troupes ont eu lieu au cours de la période à l'examen. Nous nous réjouissons de la réussite de l'initiative visant à institutionnaliser ces réunions, initiative lancée, entre autres, par les délégations de la Nouvelle-Zélande et de l'Argentine en 1994. Nous espérons que cette pratique, qui est mentionnée dans les déclarations présidentielles du 3 mai et du 4 novembre 1994 et du 28 mars 1996, continuera de profiter aux pays qui fournissent du personnel pour

permettre la mise en oeuvre des mandats du Conseil de sécurité. Nous ne partageons pas les objections qui s'appuient sur une prétendue faiblesse de la participation à ces réunions. L'objectif de celles-ci a été, et est toujours, d'offrir aux pays fournisseurs de contingents un forum où ils peuvent exprimer leurs préoccupations. Nous éprouvons les mêmes sentiments à l'égard des critiques concernant les réunions d'information à l'intention des pays non membres du Conseil de sécurité, et qui se fondent sur les mêmes arguments.

La lecture des premiers paragraphes du rapport permet de confirmer que plus des deux tiers des travaux du Conseil de sécurité se déroulent dans le cadre de ce que l'on appelle les consultations officielles auxquelles n'ont pas accès, jusqu'à présent, les pays qui ne sont pas membres du Conseil. Pourtant, sur la base des Articles 31 et 32 de la Charte, il n'y a aucune raison de priver totalement ces pays de leur droit à participer à ces dites consultations officielles. Le droit des pays à participer aux délibérations du Conseil les concernant a été largement débattu cette année au sein du Groupe de travail sur la documentation et les procédures. Le projet de rapport de ce groupe n'a pas encore pu être adopté par le Conseil de sécurité car certains de ses membres refusent qu'il soit dit, tout au moins, qu'il n'y a pas eu d'accord au sujet de la participation aux consultations officielles des pays non membres du Conseil et des représentants d'organisations internationales.

Nous avons souligné à plusieurs reprises que l'Argentine reconnaissait l'utilité de ce type de consultations. Nous pensons que leur importance et leur fréquence justifient que leur procédure soit régularisée afin de s'assurer qu'elles se déroulent sur des bases objectives.

Les séances officielles privées — comme celle qui aura lieu la semaine prochaine à l'occasion de l'exposé de M. Jacques Klein, le Représentant spécial du Secrétaire général en Bosnie-Herzégovine — peuvent constituer une formule acceptable permettant la participation de pays non membres du Conseil. De même, les réunions officielles publiques comme celle au cours de laquelle nous avons entendu le Président Chiluba, de la Zambie, et nous avons pu être entendus de lui, et à laquelle ont assisté les médias, constituent une autre formule satisfaisante.

Nous réaffirmons notre réticence à avoir recours à d'autres moyens de communication entre le Conseil de sécurité et les représentants des gouvernements. Comme l'ont fort justement expliqué l'Ambassadeur Arria, du Venezuela, ainsi que plusieurs délégations, y compris la nôtre, la «formule Arria» n'est pas adaptée à cette fin. Il

s'agit d'une méthode novatrice et utile permettant au Conseil d'établir des contacts tout à fait informels et confidentiels avec des personnes ou des organisations dont les activités présentent un intérêt pour les questions inscrites à l'ordre du jour. Le fait qu'elle ait été utilisée pour entendre des ministres des affaires étrangères et autres ministres d'États Membres ne reflète pas l'intention et l'esprit de la formule mise au point par l'Ambassadeur Arria, et met en évidence un manque d'imagination de la part du Conseil pour concevoir des moyens de dialogue dans le cadre de son Règlement intérieur.

Les séances publiques ouvertes aux autres pays membres peuvent également être utilisées par le Secrétaire général, ses représentants et d'autres hauts fonctionnaires du Secrétariat pour présenter des exposés. Nous nous avançons peu à peu vers une situation où ces exposés oraux ne seront plus présentés dans le cadre des consultations officielles auxquelles les États non membres du Conseil ne sont pas autorisés à participer.

L'influence exercée par l'Assemblée générale a porté ses fruits. Il ne faut pas oublier que le Conseil a décidé d'apporter ces améliorations à son rapport à la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 51/193. Peu à peu, nous réussirons à améliorer les méthodes de travail du Conseil de sécurité et à les rendre plus démocratiques. Nous sommes optimistes car tout manque de souplesse sur ces questions semble de plus en plus voué à l'échec.

Nous rendons hommage aux membres du personnel de l'ONU qui ont été tués ou blessés dans l'accomplissement des activités qui leur avaient été confiées par le Conseil. Nous estimons que le Conseil de sécurité ne peut ignorer ces tragédies et qu'il doit envisager de prendre des mesures énergiques pour empêcher que de tels incidents ne se reproduisent à l'avenir. Les observations faites par la Vice-Secrétaire générale, Mme Louise Fréchette, à l'Assemblée générale, le 14 octobre dernier, étaient très éloquentes à cet égard et elles appellent une réponse.

Enfin, nous tenons à féliciter les délégations du Bangladesh, de la Jamaïque, du Mali, de la Tunisie et de l'Ukraine de leur élection au Conseil de sécurité pour les deux années prochaines, et nous leur souhaitons la bienvenue au Conseil.

M. Mra (Myanmar) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer aux orateurs précédents pour remercier le Représentant permanent de la Fédération de Russie qui a présidé le Conseil de sécurité pendant le mois d'octobre 1999, de

nous avoir présenté le rapport du Conseil. L'ensemble des Membres de l'Organisation attache une grande importance aux travaux du Conseil de sécurité et le rapport annuel est un mécanisme utile pour les tenir informés des activités qu'il mène et des décisions qu'il a prises. La Charte des Nations Unies prévoit à son Article 15 que l'Assemblée générale doit recevoir et étudier les rapports annuels et les rapports spéciaux du Conseil. Cette disposition constitue le lien le plus important entre l'Assemblée, le seul organe qui rassemble tous les Membres, et le Conseil de sécurité qui agit en notre nom.

Alors que ces deux organes principaux sont investis de mandats différents, chacun doit servir à sa manière les intérêts de l'ensemble des membres. Le rapport, qui constitue un instrument utile pour tenir les États non membres du Conseil informés des activités de cet organe, doit rendre compte des circonstances objectives liées à l'examen des diverses questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Nous sommes donc encouragés par les améliorations qui ont été progressivement apportées au cours de ces dernières années dans les rapports du Conseil, y compris celui-ci.

En ce qui concerne le rapport dont nous sommes satisfaits, nous sommes heureux de constater qu'il contient une nouvelle section présentant les rapports des comités des sanctions. Cette couverture plus large des travaux des organes subsidiaires du Conseil est une mesure dont nous nous félicitons. Nous sommes également satisfaits de noter que les exposés mensuels établis par les anciens Présidents du Conseil de sécurité continuent d'être incorporés dans ce rapport. Nous continuons de penser que ces exposés nous aident à mieux comprendre les considérations qui ont été prises en compte lors de l'adoption de résolutions importantes sur plusieurs points inscrits à l'ordre du jour du Conseil. Ces exposés, qui sont établis sur une base volontaire et qui ne représentent pas nécessairement l'opinion de l'ensemble des membres du Conseil, fournissent néanmoins des informations utiles et précieuses sur les consultations officielles où les décisions importantes du Conseil sont généralement examinées et ils complètent ainsi le rapport de manière efficace. L'inclusion dans le rapport de cette année de déclarations à la presse faites par le Président à la suite de consultations plénières du Conseil ajoutent à la valeur de ces exposés. Nous souscrivons à l'idée selon laquelle ces exposés devraient être obligatoires et nous demandons aux Présidents du Conseil de maintenir cette pratique positive entre-temps.

Nous continuons de penser que certains aspects du rapport doivent encore être améliorés mais nous estimons néanmoins que les améliorations apportées jusqu'ici au

niveau de la présentation et du contenu représentent des progrès importants allant vers une plus grande transparence des travaux du Conseil. L'ouverture et la transparence sont de la plus haute importance pour un organe comme le Conseil de sécurité qui traite de questions vitales concernant la paix et la sécurité internationales. Nous sommes fermement convaincus que la communauté internationale a le droit d'être dûment informée, par le biais de tous les mécanismes utiles, de ce que le Conseil fait en son nom.

À cet égard, nous voudrions réitérer les vues que nous avons présentées lors de la dernière session de l'Assemblée générale au titre du même point de l'ordre du jour, selon lesquelles le Conseil de sécurité devrait présenter des rapports spéciaux à l'Assemblée générale sur certaines questions importantes. Nous avons été encouragés de voir que le Conseil a décidé d'examiner les moyens d'améliorer sa documentation et ses procédures et notamment de soumettre des rapports spéciaux, comme cela est demandé au paragraphe 3 de l'Article 24 de la Charte. Nous voudrions l'encourager à donner suite à cette décision importante en prenant des mesures spécifiques qui permettront d'améliorer encore la transparence des travaux du Conseil. Nous estimons que les efforts faits actuellement dans le sens d'une plus grande ouverture et d'une transparence accrue doivent être poursuivis de manière soutenue. Ma délégation appuie sans réserve les mécanismes et pratiques établis à cette fin. Nous pensons que ces efforts permettront non seulement d'accroître l'efficacité du Conseil mais également sa crédibilité.

Après avoir examiné le rapport du Conseil, ma délégation voudrait faire quelques remarques sur certains aspects des travaux de cet organe. Comme en témoignent la fréquence accrue des réunions tant officielles qu'officieuses et le grand nombre de résolutions adoptées, le Conseil a eu un ordre du jour chargé et une année mouvementée. Nous sommes très troublés par les événements dont nous avons été témoins dans certaines régions du monde, qui ont mis à l'épreuve l'efficacité du Conseil, mais aussi sa crédibilité. Dans ces situations, le Conseil s'est retrouvé marginalisé et empêché de jouer le rôle qui lui revient dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous avons également vu avec un certain malaise se dégager un modèle unique pour résoudre une crise qui s'est déroulée dans les Balkans par le biais d'une organisation régionale. Tout en étant conscients des succès remportés par certaines organisations régionales et du rôle de plus en plus actif qu'elles ont joué dans les travaux du Conseil de sécurité ces dernières années, en particulier dans le domaine de l'imposition de la paix, les activités des organisations régionales doivent à notre avis être clairement définies et elles ne sauraient

servir à contourner le Conseil de sécurité si nous voulons que le système multilatéral de maintien de la paix et de la sécurité internationales soit effectivement maintenu. La responsabilité principale du Conseil de sécurité ne peut pas être remise en question. Quelle qu'en soit la justification, une telle attitude serait indéfendable sur le plan tant juridique que politique.

Nous prenons note avec satisfaction du fait que le Conseil a élargi ses débats à des thèmes autres que les situations de crise, comme les enfants touchés par les conflits armés et la protection des civils touchés par les conflits armés, etc. L'examen de ces thèmes dans le cadre des travaux du Conseil est une saine tendance qui mérite tout notre appui. Nous espérons que ces débats thématiques permettront de renforcer la capacité du Conseil d'aborder les causes complexes des crises inscrites à son ordre du jour. Nous sommes heureux de voir que ces débats sont devenus ces derniers temps une caractéristique importante de l'ordre du jour du Conseil et que les États Membres y ont activement participé.

Je voudrais en particulier revenir sur le débat relatif aux menaces posées à la paix et à la sécurité par les actes de terrorisme. Les actes terroristes ont généralement un caractère aveugle et mettent en danger, par conséquent, la vie non seulement de ceux qui sont expressément visés mais aussi de personnes innocentes. Ces actes de lâcheté sont ainsi devenus une nouvelle source de menaces à la paix et à la sécurité. L'adoption par le Conseil de la résolution 1189 (1998) représente par conséquent un pas dans la bonne direction. Il est également encourageant que par cette résolution le Conseil montre qu'il est déterminé à éliminer le terrorisme international. Nous sommes convaincus que ce n'est que par la coopération entre États qu'il pourra y avoir des mesures efficaces et concrètes pour prévenir les actes de terrorisme.

Nous apprécions beaucoup la valeur des débats thématiques, dans les travaux du Conseil. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement que ces débats permettent au Conseil de se pencher sur des questions qui n'ont pas été envisagées pour lui dans la Charte. À cet égard, les dispositions de la Charte sont extrêmement claires. L'Article 24 confère au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité et précise que «Le Conseil de sécurité agit conformément aux buts et principes des Nations Unies». Nous espérons que dans l'accomplissement de ses devoirs cardinaux, le Conseil s'abstiendra d'étendre son mandat au-delà de ce qui est défini dans la Charte et qu'il continuera de se concentrer principalement sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

En outre, nous pensons que les mesures adoptées par le Conseil de sécurité, notamment celles qui impliquent le recours à la force ou qui comportent des aspects militaires, doivent être conformes aux principes du droit international et tenir compte du principe de respect de la souveraineté. Il importe également au plus haut point que ces mesures comportant des aspects militaires ne soient pas un moyen commode de s'ingérer dans des affaires qui relèvent exclusivement de la juridiction intérieure des États.

L'Assemblée générale a pris différentes dispositions pour renforcer ses liens avec le Conseil de sécurité — je citerai pour mémoire, en particulier, les résolutions 47/233, 48/264 et surtout 51/193 de l'Assemblée. D'autre part, le Conseil de sécurité a pris, en réponse à ces résolutions, de nombreuses mesures d'importance. En conséquence, le processus d'interaction entre les deux organes visant à améliorer le fonctionnement de l'ONU est bien parti, comme l'attestent le format et le contenu améliorés des rapports annuels du Conseil et leur présentation ponctuelle à l'Assemblée générale. Nous considérons qu'il est important de ne pas s'arrêter en si bon chemin et nous espérons que ces efforts des deux organes nous permettront d'avoir un Conseil plus transparent, plus ouvert et plus comptable auprès de tous les Membres de l'ONU, au nom desquels il agit.

M. Francese (Italie) : Monsieur le Président, je suis particulièrement honoré ce soir de prendre la parole devant l'Assemblée générale sous votre présidence.

(L'orateur poursuit en anglais)

Tout d'abord, je voudrais féliciter le Représentant permanent de la Fédération de Russie, l'Ambassadeur Sergey Lavrov, Président du Conseil de sécurité pour ce mois, de la clarté et de la précision de sa présentation détaillée du rapport annuel du Conseil à l'Assemblée générale. Je voudrais également féliciter le Secrétariat et son personnel de leur excellent travail dans l'élaboration de ce document. En outre, ma délégation a beaucoup apprécié tous les efforts déployés par les membres du Conseil de sécurité en faveur de la paix et de la sécurité internationales. Mais il est tout particulièrement indiqué aujourd'hui d'exprimer nos félicitations et nos vœux les plus sincères aux membres nouvellement élus pour l'exercice biennal 2000-2001. L'Italie est convaincue que le Bangladesh, la Jamaïque, le Mali, la Tunisie et l'Ukraine sauront apporter un regain d'énergie et de créativité, en même temps qu'une meilleure représentativité, à l'organe suprême de l'ONU, qui tire le plus grand bénéfice de la rotation fréquente et régulière de ses membres.

L'Italie a souligné à maintes reprises que le débat sur le rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale est essentiel à la coordination et à l'interaction efficaces entre le Conseil et l'Assemblée, conformément aux dispositions de l'Article 15 de la Charte. Pour cela, le rapport doit fournir une image analytique, complète et réaliste des travaux réels du Conseil. Si beaucoup a été fait dans ce sens au cours des dernières années, il reste encore beaucoup à accomplir.

En cette même occasion, l'an dernier, l'Italie avait salué les changements apportés au format du rapport, à commencer par l'addition d'une cinquième partie consacrée aux organes subsidiaires du Conseil de sécurité comme les comités des sanctions et les Tribunaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Ce serait un manquement de ma part que de ne pas exprimer encore cette année notre satisfaction face à cet appréciable ensemble de documents qui a été amélioré, nous devons le reconnaître, par l'annexe des rapports annuels des comités des sanctions. Il est encourageant de voir que le Conseil a quasiment systématisé la pratique de distribuer un document sur les travaux du Conseil à la fin de chaque présidence, à l'exception notable du très important mois de mai 1999. Toutefois, plus qu'une énumération descriptive de décisions, de déclarations et de résolutions, nous aimerions plutôt voir dans le rapport une analyse approfondie et une évaluation réelle des questions relevant de la sphère d'activité du Conseil.

Ainsi, nous avons déjà proposé, l'an dernier, d'améliorer le rapport en fournissant plus de détails sur les séances auxquelles participent des pays fournisseurs de contingents. En somme, si le rapport mérite nos éloges comme outil de référence utile et précieux pour le travail de nos missions, il est beaucoup plus difficile d'affirmer qu'il représente pour l'Assemblée générale un instrument exhaustif d'évaluation des travaux du Conseil de sécurité.

Pour qu'une telle évaluation soit possible, l'Assemblée aurait besoin non seulement de disposer d'exemplaires des décisions et des résolutions du Conseil, mais également de données de fond quant aux procédures qui ont conduit à l'adoption de ces décisions et résolutions. Le rapport devrait résumer les débats du Conseil sur les domaines de crises, sur les tensions régionales, les urgences humanitaires et d'autres questions fondamentales pour la paix et la sécurité internationales, y compris la sécurité humaine, ainsi que la stabilité régionale et mondiale. Nous devrions recevoir non seulement le texte des résolutions approuvées, mais aussi des informations pertinentes sur le processus de prise de décisions qui a mené à leur adoption ou qui peut avoir empêché l'adoption d'autres résolutions. Tout un chacun

sait en effet ce qui a été fait, mais nous ne savons pas toujours ce qui n'a pas été fait par le Conseil de sécurité. Sans des informations de ce genre, nous n'avons aucun moyen de savoir si le Conseil a déployé tout son potentiel ou s'est simplement escrimé pour contenir des divisions en son sein.

En discutant du rapport, nous ne pouvons éviter de nous pencher une fois de plus sur la question de la transparence et des méthodes de travail du Conseil de sécurité. Il est stipulé dans l'Article 24 de la Charte de l'ONU que les membres de l'Organisation

«confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui imposent cette responsabilité, le Conseil agit en leur nom.»

En signant la Charte et ses dispositions, les États Membres n'ont pas renoncé à leur rôle dans la sécurité mondiale. Pour des raisons d'opportunité et d'urgence, ils ont délégué au Conseil de sécurité la responsabilité principale de constater les menaces à la sécurité et de prendre des mesures immédiates afin de les écarter et le Conseil agit toujours au nom de tous les membres de l'ONU.

Nous pensons donc, qu'en règle générale, le Conseil devrait adopter le principe des séances publiques. Qui plus est, les réunions d'information et les rapports du Secrétaire général et des autres hauts responsables du Secrétariat doivent en principe être présentés lors des débats publics, ouverts à tous les États Membres. Nous nous félicitons du fait qu'il y ait eu plus de débats publics au cours de l'année 1999 dont nous faisons le bilan que durant les 12 mois précédents. Pourtant, il est toujours nécessaire qu'on prenne des mesures pour s'assurer que ces réunions ne seraient pas uniquement consacrées au rituel d'approbation des documents ou aux débats sur des questions importantes, mais qui ne sont pas urgentes. Plus de 170 pays ne sont informés des débats au Conseil qu'après que ces discussions aient eu lieu et, de toute évidence, de façon intermittente et incomplète, grâce à des informations de seconde ou de troisième main qui circulent entre les missions diplomatiques.

La paix et la sécurité internationales sont un bien commun qui n'est réservé exclusivement à aucun État Membre, fût-ce les États siégeant au Conseil de sécurité. Les membres du Conseil, qu'ils soient permanents ou non permanents, doivent être comptables des positions qu'ils prennent sur les problèmes importants qu'ils ont reçu mandat d'examiner. Cette obligation redditionnelle serait

mieux servie grâce à l'adoption d'un format plus analytique et plus détaillé pour le rapport, qui devrait entre autres, permettre aux États Membres de procéder à une véritable évaluation pour déterminer jusqu'à quel point le processus de prise de décision du Conseil reflète à la fois les résolutions de l'Assemblée générale et celles du Conseil de sécurité.

Le rapport du Conseil de sécurité couvre la période allant de juin 1998 à juin 1999, une période caractérisée par de nombreuses crises auxquelles la communauté internationale sentait qu'il était de son devoir de répondre. Permettez-moi de dire que bien que l'on doive faire face de façon équitable, dans la mesure des possibilités du Conseil, à toutes les menaces à la paix et à la sécurité internationales d'où qu'elles proviennent, c'est dans le continent africain, avec ses nombreuses crises régionales, qu'en définitive, l'efficacité de l'ONU sera mise à l'épreuve. Nous sommes profondément convaincus que pour le cas de l'Afrique, le Conseil de sécurité devra faire davantage preuve de perspicacité politique et agir avec plus de détermination. Les leçons du passé doivent nous orienter vers un avenir meilleur.

On a constaté au cours des derniers mois que les événements du Kosovo ont montré une absence d'unité entre les membres du Conseil qui a empêché l'ONU de jouer dès le début un rôle important dans une crise humanitaire majeure. Comme l'a déclaré notre Ministre des affaires étrangères, Lamberto Dini, dans son allocution lors de l'ouverture de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale:

«On doit éviter l'impasse et la paralysie du système résultant de vetos qui s'entrecroisent, en soumettant tous les États mêmes les plus puissants à un ensemble de règles de conduite et de principes [politiques sinon légaux]». (A/54/PV.8)

L'Italie reste résolument en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, en se basant sur l'expérience de ces dernières années qui ont montré que les pouvoirs dont dispose le Conseil pour faire face rapidement et efficacement aux crises internationales sont essentiellement réduits par le veto ou la menace d'y avoir recours.

Nous admettons tous que pour relever les nouveaux et divers défis auxquels elle est confrontée sur le plan de la responsabilité institutionnelle, notre Organisation doit s'adapter. À cet égard, la réforme du Conseil de sécurité reste un aspect crucial. On doit faire en sorte que le Conseil soit plus représentatif, plus démocratique et que ses travaux se fassent dans une plus grande transparence. Tous les

groupes régionaux et leurs membres devraient avoir le sentiment d'être convenablement représentés au Conseil et associés à ses activités. Point n'est besoin de souligner qu'il est très important que tous les États soient véritablement convaincus que le Conseil est comptable de ses agissements et qu'il répond efficacement aux problèmes; c'est la meilleure façon d'assurer que l'ONU a les moyens et la volonté politique de réaliser les nobles objectifs que sont le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La séance est levée à 18 h 25.